L'ÉTAT NOURRICIER

PROLÉTARIAT et POPULATION MEXIQUE / ALGÉRIE

ANDRÉ CORTEN
RIE-BLANCHE TAHON

L'HARMATTAN
BIBLIOTHÈQUE DU DÉVELOPPEMENT

L'ÉTAT NOURRICIER
ANDRÉ CORTEN
MARIE-BLANCHE TAHON

HC
135
C827
1988
Ex.B

3 2356 02018 1515

En conjuguant recherche factuelle - dont des enquêtes sur le terrain - et élaboration théorique, cet ouvrage compose un riche univers d'observation et de réflexion. Se dégagent quatre grandes idées en rupture avec les analyses courantes sur le "sous-développement". Voilà d'abord réintégrée dans l'analyse socio-politique la production de la population considérée ailleurs comme une donnée naturelle. Comment partir d'Ariès et de Foucault pour caractériser des sociétés du tiers monde. Corrélatives à la production de la population: apparition et surtout rétention de la rente, agricole et pétrolière. Thèse audacieuse qui intéressera ceux qui tentent de penser l'écologie comme un phénomène mondial. Ces éléments permettent de considérer la prolétarisation dans une optique inusitée. Dans la prolétarisation, autant que des aliénations et de la paupérisation, sont produites des "objectivations sociales". Or, ces producteurs de population et de besoins sociaux ne sont pas pris dans une simplification des antagonismes: leur principal allocutaire est l'Etat qui suscite et canalise la demande sociale et s'institue ainsi comme Etat nourricier. Etat nourricier, par référence à père nourricier: de bout en bout, la prolétarisation, comme production de la population, est considérée, au niveau des enquêtes comme au niveau de l'analyse théorique, à partir d'une interrogation sur les rapports sociaux de sexe.

Actuellement professeur et chercheur à l'Université du Québec à Montréal, André Corten et Marie-Blanche Tahon ont enseigné pendant cinq ans à l'Université d'Oran (1975-1980). Récemment, ils ont dirigé plusieurs ouvrages collectifs: Les autres marxismes réels, L'Italie, le philosophe et le gendarme *et* La radicalité du quotidien. *En même temps que* l'Etat nourricier, *Mexique, Algérie, sort un livre qui présente l'autre volet de cette recherche sur prolétariat et rente:* l'Etat faible, *Haïti, république Dominicaine.*

Editions L'Harmattan
7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

ISBN : 2-7384-0153-8

André CORTEN
Marie-Blanche TAHON

HC
135
C827
1988
Ex. B

L'ÉTAT NOURRICIER

Prolétariat et Population
MEXIQUE/ALGÉRIE

Editions L'Harmattan
5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique
75005 Paris

BIBLIOTHÈQUE
UNIVERSITÉ LAVAL

4/

BIBLIOTHEQUE DU DEVELOPPEMENT

L'évolution de la pensée radicale ou «tiers-mondiste» sur le sous-développement et la dynamique qui a prévalu au niveau international vingt ans après Bandoeng, ont conduit à la constitution d'un corps théorique globalisant. Toute l'analyse s'est organisée autour d'un raisonnement simple: le Tiers-Monde, bloqué dans son développement par l'impérialisme, n'a d'autre choix que de rompre avec le marché mondial pour construire des économies autocentrées, évoluant irrésistiblement vers le socialisme. Telle est la thèse du «dépassement nécessaire du capitalisme par sa périphérie».

Depuis une décennie, le morcellement du Tiers-Monde est devenu patent. Ce morcellement donne matière à de nouvelles classifications qui se reflètent dans les publications des organisations internationales (pays producteurs de pétrole, semi-industrialisés, au seuil de la pauvreté absolue...). Unité et diversité du Tiers-Monde sont devenues des réalités projetées dans des luttes politiques et idéologiques dont les enjeux sont en perpétuelle redéfinition. Toutefois, quelle que soit l'appartenance d'école, la référence à des «modèles» (chinois, algérien ou brésilien, par exemple), est en recul.

Le renouveau de l'analyse sur le développement semble désormais passer par un «retour au terrain» et la prise en considération des spécificités regionales ainsi mises en lumière. Le cadre rigide des spécialités scientifiques (économie, sociologie, anthropologie, écologie...) éclate et, par tâtonnements successifs, les recherches les plus intéressantes s'enrichissent de nouvelles synthèses qui dépassent le simple recensement des données factuelles.

Cette nouvelle collection consacrée au développement privilégiera, en dehors de tout préalable dogmatique, les travaux:

- portant sur l'analyse des mutations internes des diverses régions du Tiers-Monde,
- portant sur la méthode des sciences sociales appliquée au développement, avec une prédilection pour les études qui, partant du terrain, contribuent à la reformulation de l'appareil analytique dominant, tant dans les organismes d'études et d'intervention que dans l'enseignement universitaire.

Ceux qui pensent que leur recherche pourrait s'exprimer par le canal de cette collection peuvent prendre contact avec:

Elsa ASSIDON et Pierre JACQUEMOT
c/o L'Harmattan
7, rue de l'Ecole-Polytechnique
75005 PARIS

à
Marcel C.
Alice D.
Irma D.
Marcel T.

Avant-propos

Il se pourrait que les sociétés ici analysées n'existent plus. Six ans pour une recherche est pourtant une durée raisonnable. Au retour du premier séjour de recherche dans les zones pétrolières du Golfe du Mexique, comme un coup de tonnerre dans le ciel - il est vrai, chargé de la récession mondiale -: la déclaration unilatérale de cessation de paiement de la part du gouvernement mexicain. Bien avant donc la chute brutale du cours du pétrole de 1985 qui touche maintenant de plein fouet l'Algérie. Pays dans lequel, par ailleurs, on n'en finit pas d'attendre le changement de cap vers une plus grande libéralisation. Mais des mutations semblent bien s'opérer sur d'autres terrains.

L'Etat nourricier et ses prolétaires: un objet d'analyse des années 70? On peut difficilement prétendre à beaucoup plus de contemporanéité, ne fût-ce qu'en raison du retard des statistiques. D'un autre côté, il n'est pas certain que l'analyse s'applique aux années 60 tant pour l'Algérie que pour le Mexique. En Algérie, difficiles lendemains économiques de l'indépendance puis "redressement révolutionnaire" du 19 juin 1965. D'abord perçu comme coup de barre à droite, il est ensuite senti comme projet d'étatisation de la société. Au Mexique, les années 60 constituent un peu une exception à la mesure des grands paramètres économiques: une période de faible création d'emplois et de productivité industrielle supérieure aux autres décennies.
Le lecteur et la lectrice s'apercevront rapidement que cet ouvrage n'est pas une étude historique des années 70. La prolétarisation est un phénomène rebelle aux dates trop précises et l'Etat nourricier n'est pas nécessairement appelé à distribuer de la manne pétrolière. Le Mexique est précisément un bon exemple d'Etat nourricier fonctionnant plutôt sur la rente agricole. Par ailleurs, ce qui est ici étudié pour deux pays n'est pas généralisable aux autres pays du tiers monde, pas plus qu'à ce qu'on appelle les Nouveaux Pays Industriels. Pourtant, cette analyse de l'Etat nourricier permet certainement d'éclairer la nature d'autres sociétés. Elle pourrait, par exemple, être complétée par une étude de l'Iran et de l'Irak.

En choisissant la population et le prolétariat comme objets principaux de cette recherche, il va de soi qu'on place l'analyse dans une temporalité lente. Les caractères retenus se trouvent peut-être concentrés dans la période

retenue mais - à l'exception de la baisse de la natalité au Mexique, à partir de 1975, qui atteint maintenant ses effets au niveau de la population scolaire mais qui ne les atteindra qu'en 1995 au niveau de la population active - aucun des grands paramètres de cette temporalité ne se trouve perturbé. De toute façon, c'est plus autour de la concentration d'un certain nombre de caractères que d'une ressemblance que l'on peut rapprocher le Mexique de l'Algérie. Et c'est à partir de cette concentration plus que d'une histoire commune - qui ne l'est sans doute que sur un point mais non négligeable: l'expérience révolutionnaire fondatrice de l'Etat - qu'un autre profil de formation du prolétariat est dégagé.

Plus fondamentalement encore, face à la complexité des situations sociales, seule une condensation des traits, plutôt qu'une série de critères, permet de se démarquer de manière décisive de la vision traditionnelle du prolétariat. Il y a certes, au Mexique comme en Algérie, des paysans expulsés de leurs terres, des gens réduits à accepter n'importe quoi pour survivre, une majorité de salariés, des ouvriers sur machines en usine, des syndicats puissants appelant (parfois) à des grèves qui ébranlent le pouvoir, des programmes de sécurité sociale. Il y a tout cela mais tout cela ne fait pas ce qu'on appelle, au moins dans la pensée marxiste, le prolétariat. Nous sommes remontés à des facteurs qui, traditionnellement mais parfois différemment, embarassent la réflexion: l'explosion démographique, alors que la libération des femmes est censée passer par la diminution drastique du nombre d'enfants; les relations entre hommes et femmes habituellement évacuées de l'attention parce que trop visiblement machistes; la turbulence urbaine, avec son pragmatisme d'organisation et de résistance. Cinq années (1975-80) à Oran, pétries d'étonnement, de sensations et de frustrations, d'extranéité et de complicité, de discussions avec des ami-(e)-s algérien-(ne)-s et avec les étudiant-e-s, ont contribué à nous faire voir autrement ces phénomènes. Deux séjours de terrain moyennement longs au Mexique en 1982 et 1983 nous ont permis de réaliser des enquêtes par questionnaire et des biographies sociales. La forme classique d'investigation ne nous a pas empêchés de saisir l'occasion de confronter les (nos) idées reçues avec le monde chatoyant de la réalité.

Dans cette inquiétude sensible qui anime toute recherche, ces rencontres avec les personnes interrogées parfois dures, souvent cordiales, douces quelquefois, sont une source inestimable de compréhension. Il est vrai que nous n'étions pas seuls à enquêter. Avec les enquêteurs et enquêtrices aussi, étudiants et étudiantes mexicain-(e)-s à l'UAM et à l'UNAM - Catalina Coronado, Marco Antonio Gómez, Victor Martínez, Marco Antonio Peréz, Ramiro Rodríguez, José Luis Barrera, Beatriz Pelcastre, Cristina Pérez, Estela Sánchez, Marta Esperanza, Araceli Rodríguez, Rosalinda Sáenz, Alejandro Pérez - des confrontations, toujours exigeantes

et souvent amicales, se sont produites. Enfin, la coopération entre universitaires amis - Javier Bonilla, Ignacio Cabrera et surtout Hocine Benkheira -, encore plus difficile quand les distances géographiques rendent les communications épisodiques, a aussi fourni à cette recherche la base d'une discussion dont nous croyons profiter de part et d'autre.

A Montréal, Cecilia Millán ainsi que Ariel Medina, Francisca Montes, Lise Brassard et Linda Lozeau nous ont aidés dans la préparation et le dépouillement des enquêtes. Linda Lozeau a aussi attentivement révisé les épreuves de ce livre. Nous les en remercions tous. Cette collaboration n'aurait pu être mise en oeuvre sans les subventions accordées par le Conseil de Recherche en Sciences Humaines du Canada (Ottawa), le Fonds pour la formation de Chercheurs et l'Aide à la Recherche (Québec) et l'Université du Québec à Montréal pour cette recherche co-dirigée par Cary Hector. Nous leur en sommes redevables. De plus, notre travail qui, on s'en apercevra, ne s'est pas limité à des enquêtes de terrain, a été alimenté par des discussions avec les familiers du "Plateau Ivre". Ils sont trop nombreux pour être cités. La présence de Franco Piperno a marqué ce temps. Nous sommes évidemment les seuls responsables de la manière dont les idées sont ici exposées. Enfin, Geneviève de Pesloüan, Serge Latouche, Hocine Benkheira, Yann Moulier, Yacout Halabi, Paul Vieille, Heinz Wismann, Maria Teresa Gutiérrez Haces, Rabia Abdelkrim ont bien voulu lire et commenter le manuscrit dans l'une ou l'autre de ses versions. Nous leur en sommes reconnaissants. Ainsi qu'à Laure-Maia Corten-Tahon qui a dû quotidiennement supporter l'importun Etat nourricier.

CENTRE QUÉBÉCOIS DE RELATIONS INTERNATIONALES
C. Q. R. I.

Introduction

Un doute s'est glissé sur son irresponsabilité. Sur l'irresponsabilité de l'homme qui procrée et prolifère. Malthus n'est pas le premier à prêcher l'évidence de cette irresponsabilité. Les Romains déjà. Sans que l'on ne sache trop bien quelle est, pour eux, la cause et quel est l'effet, les prolétaires sont ceux qui n'ont que leur descendance pour être utiles à l'Etat.

Les Romains s'accomodaient de l'irresponsabilité de l'homme, comme ils s'accomodaient de l'esclavage. Cela leur permettait, à l'instar des Grecs, d'ignorer les femmes. Mais Malthus brouille toutes les pistes. Son histoire porte sur le nombre. "Même si l'on est peu familiarisé avec les nombres, on verra", dit-il (Malthus, 1798): croissance géométrique de la population, croissance arithmétique des subsistances. Rarement argument publicitaire n'aura été aussi efficace. Pourtant, derrière ce jeu des nombres, demeure la trace du mythe originel: c'est bien la Nature qui interpelle l'homme, l'immoralité de son instinct... animal. Jeu incestueux de la Nature végétale qui proteste contre la violence de la nature animale. La protestation est élevée au niveau cosmologique. On peut en oublier la peur inavouable du déferlement des classes dangereuses, la peur de l'attroupement de femmes gravides dans la rue, la peur des grisettes. La contrainte morale s'impose comme règle de salut humanitaire. La continence permet à l'homme de représenter la Nature contre l'instinct.

Pourquoi cette question jusqu'alors laissée à la gestion domestique? Cette dernière serait-elle quelque part menacée? En effet, ce qu'on appelle la formation du prolétariat constitue, à travers un nouveau mode de production de la population, la mise en question des mythes qui fondent l'ordre social. Par exemple, le mythe de la responsabilité d'autrui (Lévinas, 1982 et 1961). Ce mythe fonde la distinction des rôles de mère "planteuse d'hommes" (Balandier, 1985, b) et de père nourricier dans l'entité familiale.

Au mythe du père nourricier, responsable des "siens", sont liées bien des croyances. Celles notamment sur les sources de la richesse. L'apparition de la rente pétrolière pose une nouvelle fois la question. Ce que l'on appelle la formation du prolétariat renvoie aussi au bouleversement des croyances

sur la richesse. Dès lors que deux rôles sont institués séparément, quelque chose est dit de la richesse. Elle est placée d'un côté ou de l'autre; elle est placée du côté de la production de moyens d'existence et non du côté de la production de la descendance (Engels, 1884). Sur un autre plan, Marx (1875) l'avait bien vu, dans le rapport nature/travail, avec la propriété, seul le travail apparaît source de richesse. Du mercantilisme et du physiocratisme à l'économie néo-classique, on assiste à l'appauvrissement des croyances relatives aux richesses. La théorie de la valeur s'élabore sur cet appauvrissement.

Faute de pouvoir donner un sens à l'accumulation des valeurs, on est porté à donner un visage à ce qui serait l'inverse de la richesse. Se constitue sur cette base le mythe des sociétés archaïques (Sahlins, 1976) naturellement guettées par la famine. Le mythe est nécessaire, la menace est là: la prolifération. Faute de trouver dans le compte des objets un paramètre de richesse, l'être humain ne va-t-il pas chercher la richesse dans la production même de la population? C'est la peur de tous les Malthus. Cette peur, c'est la réalité de la formation du prolétariat comme formation d'un univers autonome de besoins.

Rente et Etat nourricier: le Mexique et l'Algérie

Face à cette peur, dans une société où la division entre les villes et les campagnes s'accuse, l'image du père nourricier ne fait plus le poids. Emerge alors la figure de l'*Etat nourricier*. Sa responsabilité se trouve dans la gestion de la population (Foucault, M., 1976). Par gestion, n'entendons pas d'abord limitation. Devant un prolétariat qui s'affirme comme production de la population, c'est-à-dire dont l'univers de besoins s'enrichit dans cette production, l'Etat ne peut se constituer en s'affrontant directement à cet univers. Il se structure en le transformant. L'Etat s'impose comme celui qui est responsable et à qui on peut s'adresser à ce titre. Il prend en charge la puissance de la vie, d'autant plus facilement qu'elle peut se faire passer pour la puissance de la nation. En même temps, il rassemble face à cette puissance un stock qu'il distribue. Ce stock n'est pas nécessairement un stock d'aliments; c'est dans la relation qu'il établit face à la demande sociale que l'Etat se constitue symboliquement comme Etat nourricier.

La conjoncture mondiale des années 70 a donné à ce stock une forme historique précise: la manne pétrolière. A surgi un nouveau groupe de pays. Grâce à la fiscalité pétrolière, l'Etat de ces pays a été capable de multiplier massivement les emplois. En multipliant les sources de revenus - au prix d'une stagnation ou d'une baisse parfois drastique de la productivité -, plus qu'en augmentant les salaires directs et indirects, cette nouvelle catégorie d'Etat se distingue d'emblée de l'Etat-Providence.

Tous les Etats pétroliers ne sont pas des Etats nourriciers. En effet, ce n'est pas la distribution de la manne qui définit l'Etat nourricier. C'est l'émergence d'un prolétariat qui, mettant en cause le mythe de la responsabilité, oblige le déplacement de ce mythe vers un référent absolu (Legendre, 1985): l'Etat. C'est donc le rôle de responsabilité plus que celui de distributeur qui est fondateur de l'Etat nourricier. Sur ce point, nous prétendons approfondir et aussi dépasser les analyses de Chatelus (1976) et Vieille (1984).

Deux pays répondent à cette définition de l'Etat nourricier: le Mexique et l'Algérie. D'autres aussi sans doute, on y reviendra. Ces pays ont deux points en commun; ils sont fondamentaux. La production de la population, "anormale" selon les critères des organismes internationaux (BM, 1984), est la forme que revêt le développement du prolétariat dans des pays à profonde révolution sociale. La révolution mexicaine (1910-1917) s'est faite dans un contexte différent de celui de la guerre de libération nationale en Algérie (1954-1962). Avant la révolution d'octobre, éclate la révolution mexicaine. On n'épuisera jamais le récit d'une mutation si profonde qu'elle renverse au moins pour un temps une autre mutation qui est l'urbanisation. Fait inouï, en dehors de l'expérience dramatique et désastreuse du Kampuchéa, avec Cardenas, le Mexique se ruralise. En Algérie, le mouvement commence dès les années 30, mais dans une colonie de peuplement, il se traduit immédiatement en une guerre de nombres: d'une part la population française à laquelle on associe bientôt, devant la puissance du nombre adverse, toute la population européenne et juive, et d'autre part la population musulmane encore soumise périodiquement à des famines exterminatrices. La guerre elle-même est gestion de la population dans l'espace: population déplacée et objectivement mobilisée dans un monde urbain fantôme. A travers ces phénomènes, se joue la relation entre production de la population et révolution. D'autres (Nouschi, 1962) ont montré cette étrange correspondance entre taux de natalité et mouvement national.

Le second trait qui réunit le Mexique et l'Algérie est la capacité de retenir la rente - pétrolière mais aussi agricole en tout cas pour le Mexique. Ainsi que la manière dont celle-ci est retenue en alimentant une sorte de "fonds des salaires". L'emprunt de cette expression aux économistes classiques désigne la légitimation que s'accorde un type d'Etat - ou plus précisément de régime (Mathias, Salama, 1983) - qui mène une politique économique axée sur une multiplication des emplois notamment dans le secteur industriel. Le Mexique est révolutionnaire, l'Algérie est socialiste. Aucun des deux ne mène cependant une politique économique de "gauche", si l'on entend par là une politique d'inspiration keynésienne. Aucun des deux ne pratique non plus une politique de "répression salariale"; durant la période étudiée les salaires sont restés globalement stables.

La gageure de la comparaison entre Mexique et Algérie est la différence culturelle immense mais aussi la place géopolitique distincte. Au niveau culturel, différence fondamentale non seulement de religion mais de

conception du religieux dans la définition du politique. L'implication sur la participation des femmes à l'espace politique est très importante, encore qu'elle ne doive pas se valider en des dissymétries chiffrées. Des pays voisins de l'Algérie, comme la Tunisie et même le Maroc, ont par exemple un taux de participation féminine active comparable au Mexique. Au niveau géopolitique, le Mexique, malgré l'indépendance relative de sa politique étrangère, reste sur la frontière impériale. Ne fût-ce qu'au niveau du discours, cela détermine la manière dont sont gérées les velléités des oppositions politiques. Notre propos n'est pas de nier ces différences; elles imposent cependant une exigence accrue de théorisation.

Mythes et attitudes devant la vie

Bien que différents au plan culturel et géopolitique, mais réunis par le type de guerre sociale et par la manière de retenir la rente, l'Algérie et le Mexique peuvent être identifiés comme des Etats nourriciers par analogie au mythe du père nourricier. Parce que la formation du prolétariat est définie par hypothèse préliminaire comme la mise en question des mythes fondateurs d'ordre social, il faut s'interroger sur celui que l'on peut considérer comme le mythe originaire, le mythe du père nourricier. Il faut s'arrêter à ce présupposé parce que, tout simplement, il fonctionne dans le discours comme présupposé et parce que ce présupposé détermine ainsi quelque part les attitudes devant la vie. Mythe du père nourricier. Ce mythe est nécessaire (c'est-à-dire jamais explicité) pour celui qui n'est père que si la mère le reconnaît tel. D'autant qu'à cette reconnaissance de paternité est le plus souvent associée la possible émergence de l'homme en tant qu'individu reconnu socialement. Diverses formes de conjuration de ce pouvoir féminin sont à l'oeuvre. Le déploiement de ce mythe du père nourricier en est une. Il ne peut être seulement justifié par le nécessaire établissement de la solidarité entre hommes. Il est intéressant dans la mesure où il ne reproduit pas complètement la dichotomie par trop galvaudée femme-nature/homme-culture: s'il colmate, en l'occultant, en la retournant en son contraire, l'incertitude biologique de la paternité, il dénie l'association femme-nature. Il doit, en effet, oblitérer l'incontournable du corps de la mère comme fondement du nourricier et faire de la nourriture un des fondements du lien social. Le don "naturel", qui marque aussi la relation mère-enfant, qui ouvre une dette imprescriptible, est ainsi transformé en assignation culturelle faite aux femmes, et pas seulement aux mères, de préparer, d'exécuter la nourriture pour les hommes.

Dans ce qui est tenu pour une division sexuelle du travail fondative de l'humain (Mead, 1966), pour que les femmes puissent apparaître dépendantes, les hommes doivent être décrétés responsables de l'entretien des enfants et des femmes. Elles sont dépouillées de la jouissance du pouvoir

exorbitant, mortifère diront certains, de nourrir la vie, en étant réduites en forces de travail au service des hommes. Leur temps et leurs énergies sont requis afin de dégager du temps libre pour les hommes qui peuvent dès lors s'adonner à des activités "humaines" (Clastres, 1974). Le père est le premier servi parce qu'il n'a pas à mettre la main à la pâte. Pour que le nourricier devienne social, et il doit le devenir pour taire la béance de la paternité, il doit être dit le fait du père. Tant que cette médiation est instituante, les rapports entre hommes et femmes ne peuvent être que de sujétion.

Sans vouloir se cantonner sur le terrain des mythes, pour permettre à l'argumentation de se déployer, il faut faire sauter un premier verrou, et non des moindres, celui des attitudes devant la vie. Là où la question de la modernité (Ariès, 1971) est peut-être la plus sensible. Le changement d'attitudes devant la vie ne peut être conçu en termes de simple prévoyance matérielle, de recherche de confort et d'entrée dans une civilisation des objets. La réduction de la natalité s'est produite pour le bien de l'enfant qui prend de plus en plus de place dans la société moderne - l'enfance est un concept moderne (Ariès, 1973) - comme elle se produit aujourd'hui pour l'émancipation de la femme tout en provoquant l'émergence de l'amour paternel. Que cette réduction soit aussi devenue un instrument de gestion de la population (Foucault, 1976: 175 et sv.; chez Foucault, il ne s'agit pas encore de réduction mais de régulation de la population), comme il peut y avoir - et il y avait, encore récemment, tant au Mexique qu'en Algérie - une gestion étatique dite populationniste (Alba Hernández, 1981), ne doit pas éclipser les attitudes mêmes devant la vie. S'y est récemment introduit le discours sur la responsabilité et c'est ce discours qui est renvoyé à l'enquêteur. Il est défensif, il défend le statut de nourricier menacé suite à l'"explosion" démographique et au grossissement des villes. L'exacerbation du machisme est l'expression désespérée de ce sentiment de menace. Si, en Europe, la femme au foyer est une mystification produite par les classes moyennes (Blunden, 1982), elle est au contraire ici le fait des plus dépourvus des hommes. Ce sont eux, pas les classes moyennes, qui empêchent leurs filles, leurs femmes de travailler à l'extérieur. C'est leur "honneur" que tente de capitaliser l'Etat algérien en retirant les femmes du marché du travail. Mais aucun rapport immédiat ne peut être établi entre femmes au foyer et familles nombreuses. Les femmes occupées professionnellement ont souvent autant d'enfants que les femmes au foyer (Corten, 1985 a; Miro et Mummert, 1982). L'exacerbation du machisme, pour bien réelle qu'elle soit, ne doit pas oblitérer une réalité qui gêne par ailleurs notre conception de la modernité: le besoin d'enfants mieux nourris, mieux instruits, mais aussi plus nombreux.

Cette attitude devant la vie rompt les grands équilibres (mythiques) de la société, d'une campagne alimentant la ville en population et en vivres. En ville, la population continue à croître (Tillon, 1966). Le statut même de la campagne nourricière est remis en question. Mise en question facilement vue comme abandon à la facilité (des importations alimentaires), à l'imprévoyance. Et la ville continue à croître, à proliférer (Bairoch, 1985:

579 et sv.), même si la fécondité moyenne y est plus faible, l'écart est toutefois peu important (de l'ordre de 20%).

Prolétarisations et objectivations sociales

Voir la formation du prolétariat comme production de la population, voir la structuration d'une catégorie particulière d'Etat - l'Etat nourricier - à partir de cette production de la population, cela suppose la mise en oeuvre de plusieurs concepts. Ceux-ci ont pris une liberté certaine par rapport à leur définition marxiste classique. Cette distance est nourrie de deux courants théoriques principaux, d'une part celui représenté dans l'Ecole de Budapest par Agnès Heller et en particulier sa théorie des besoins et d'autre part la conception de la biopolitique avancée par Foucault. On relèvera aussi les apports théoriques de la littérature latino-américaine et maghrébine récente, principalement sur la rente et sur l'Etat. Mais cette distance est aussi forgée par une constante préoccupation de rendre compte des réalités sociales au demeurant différentes. Il s'agit à la fois de maintenir celles-ci dans leur cadre culturel et historique spécifique et de les comprendre dans des catégories qui transcendent - sans abstraire - leurs différences.

Cette étude sur le prolétariat prétend ne pas présupposer une réalité prédéterminée du prolétariat. Le concept de base est celui de *prolétarisation.* Par prolétarisation, on désigne l'ensemble des champs constitués par des processus d'*objectivation sociale* perçus du point de vue du contrôle versus la perte de contrôle. Ces champs sont formés d'une multitude de points recomposant les activités et les opérations dans lesquelles sont engagés les femmes, les hommes, les adultes et les enfants et dans lesquelles ils extériorisent face à elles, et en en perdant souvent le contrôle, leur propre réalité. Les *objectivations* définissent ainsi à la fois la richesse des besoins et l'aliénation par rapport à elle. Le concept d'*objectivation* est donc, dans notre cadre théorique, adjacent à celui de *prolétarisation.* Il ouvre aussi à la problématique des *besoins.* Les *besoins* définissent une attitude "qualitative" ou "quantitative" vis-à-vis des objets ainsi posés. Dans cette perspective, un *besoin immédiatement social* est un besoin dont l'objet posé face à soi n'est pas rendu inaccessible par une division du travail. C'est le cas dans des conditions déterminées - précisément différentes de la conception romaine du prolétariat - de la production d'enfants. Au lieu de considérer la prolétarisation comme séparation d'objets déterminés, en l'occurence les moyens de travail et de production, on part ici de la conception selon laquelle la prolétarisation est une dimension historique marquée par la massification notamment urbaine des processus d'objectivations sociales. L'enquête est nécessaire pour donner un certain contenu à ces processus: ce travail est basé sur des enquêtes menées dans trois régions mexicaines et des analyses secondaires d'enquêtes réalisées en Algérie.

Les enquêtes sur le terrain rapportent des indications sur les initiatives dans lesquelles sont engagées diverses catégories de travailleurs et sur les disciplines auxquelles ils sont astreints. Ces indications permettent de donner consistance, à travers diverses illustrations, aux hypothèses analytiques sur ce qu'est le phénomène de prolétarisation. Elles ne constituent donc pas une matière première à partir de laquelle on croit pouvoir "découvrir" la nature de la prolétarisation, elles fournissent un jeu de contraintes qui oblige à pousser plus loin l'analyse. On trouvera en annexe les indications techniques concernant ce matériel d'enquête.

La première partie de ce livre présente les deux pays selon les traits énoncés plus haut. La deuxième partie, on le verra immédiatement, formule une autre approche de la rente. La troisième partie présente l'analyse de quatre champs constitués par rapport à des objets: le territoire, les aliments, les machines et les biens durables. Tout comme les trois autres objets, le *territoire* est donc ici vu comme le produit d'une objectivation sociale dans laquelle il y a investissement et fixation effectifs. Mais, comme pour le rapport aux aliments, il y a toujours dans cette objectivation sociale une dimension mythique. En montrant comment ces objets sont posés face à eux par différentes catégories d'hommes et de femmes, on est amené à brosser en traits pleins une conception nouvelle de la prolétarisation.

L'option de ne pas présupposer la prolétarisation relevant d'un champ défini à partir de la catégorie travail - ce que Marx appelle le travail abstrait - dégage la possibilité d'élaborer une conception de la rente qui n'est pas un cas particulier de la théorie de la valeur-travail. La deuxième partie du livre est consacrée à montrer les différents cycles de la rente. Il s'agit essentiellement de comprendre comment la rente peut être retenue à l'intérieur d'un pays doté, on le voit dans la quatrième partie, d'un Etat particulier: l'Etat nourricier.

On a parlé précédemment des croyances relatives aux sources de la richesse. Celles-ci sont une des composantes de la formation du prolétariat. La rente est une croyance à propos de la richesse produite lorsqu'elle apparaît comme une manne tombant du ciel ou montant des entrailles de la terre. Surgit rapidement la question: d'où vient cette manne? A qui est pris ce surplus? Deux notions sont manipulées dans les travaux récents sur la rente pétrolière, celle de rente différentielle et celle de rente de monopole. La rente différentielle résulte des coûts épargnés par rapport aux coûts de la moins bonne terre cultivée ou du moins bon gisement exploité. La rente de monopole est le surprofit procédant d'un avantage quelconque détenu par un seul producteur qui parvient à le conserver grâce à un rapport de forces favorable. Ces deux notions contiennent en creux celle de dégradation des ressources naturelles: la rente ne serait qu'une contre-valeur par rapport à cette dégradation. La rente différentielle s'accroît dans la mesure où il y a dégradation, où il y a de plus en plus de terres ou de gisements de moins en moins bons. La rente de monopole postule, par la liberté vis-à-vis de la liberté des prix, le gaspillage. Poussant plus loin ces hypothèses inscrites en

marge des théories de la valeur, la rente est ici définie comme la contre-valeur procédant de la destruction des activités sociales de conservation de la nature. La prolétarisation, comme champ où cette destruction peut opérer, est aussi un circuit dans lequel circule la contre-valeur et la fixe éventuellement. Elle connote la fonction constante des mythes à transcender la relation immédiate à la nature.

La notion de *mobilisation*, empruntée à Deutsch et à Germani, fonctionne ici comme concept charnière de celui d'objectivation. Il désigne une disponibilité, une libération d'initiative qui est un des aspects de l'objectivation sociale. Est-ce à dire circuit de la rente, voire facteur de sa fixation? On verra les difficultés de le préciser.

Mais c'est par rapport à une théorie de l'Etat que l'on peut sans doute aller le plus loin dans ce sens. La quatrième partie y est consacrée. L'Etat, maillon entre l'économie monétaire mondiale et une société malgré tout peu différenciée, apparaît un levier de plus ou moins grande rétention de la rente. Le pouvoir de rétention de l'Etat est particulièrement examiné sous l'angle de la formulation de la demande sociale et de la constitution, sur cette base, d'intérêts corporatifs. L'analyse doit commencer par la *formulation de la demande sociale*, c'est-à-dire établir en l'occurence le passage - le saut - entre l'existence d'un besoin social et la demande investie d'un contenu, adressée à quelqu'un institué parce que pris comme destinataire. Dans ce passage se dessinent les traits de l'Etat nourricier mexicain et algérien: combinaison de *corporatisme*, de *populisme* et de *système semi-compétitif*. Au-delà de ces caractérisations, il est une nouvelle fois question ici d'objectivation sociale. La théorie de la prolétarisation et celle de la structuration de l'Etat se coupent sur ce point. Pourtant, ce qui fournit la scène à la formation du prolétariat, c'est plutôt la *tension* entre ces deux tendances de l'objectivation. Cette tension est cependant analysée sans le présupposé de la simplification des antagonismes de classe familière au marxisme. C'est pourquoi, face à l'Etat nourricier qui tente, en nommant et en interpellant des catégories sociales, de poser la médiation comme nécessaire, l'immédiateté sociale de la production de la population peut être vue comme une résistance radicale à la différenciation sociale fondatrice de l'Etat. Elle est sécession vis-à-vis du principe de responsabilité.

Le prolétariat est constitué au masculin dans les pays du Nord. Après la panique de la période de formation, le principe de responsabilité s'est rétabli, notamment autour de concepts comme la reproduction de la force de travail - incluant la reproduction de la famille et de ses membres. Dans les deux pays étudiés, l'émergence d'un Etat nourricier définit différemment le principe de responsabilité. Aussi répandu que soit le machisme et même si l'Algérie est l'un des pays où la participation "active" féminine est la plus basse, le prolétariat constitué comme production de la population ne postule pas l'exclusion des femmes de ses rangs pas plus qu'il n'implique sa féminisation. La composante sexuelle du prolétariat dépend de la structuration du rapport à l'Etat nourricier.

PARTIE I

L' ANOMALIE OU LA PUISSANCE DE LA VIE

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITÉ LAVAL

INTRODUCTION

Tout le bruit fait, ces dernières années, autour de l'arme alimentaire a rendu inaudible l'affirmation d'une demande alimentaire solvable dans de nombreux pays du Sud. Lorsque l'on consent à la relever, en général, on la traduit immédiatement par "la dépendance alimentaire" (Mutin, 1980, Delorme, 1981, Barkin, Suárez, 1982). Des lamentations sur le déclin de l'agriculture, on en est vite revenu au spectre de la faim. De leur côté, les médias, sur un fond de famine dans de vastes régions du monde, rapportent périodiquement des "émeutes de la faim": Le Caire, Casablanca, Tunis, Santo Domingo, Cap Haïtien, les townships de Zambie...

Cette demande solvable ne se limite pas aux céréales à consommation humaine, elle concerne aussi des produits nutritifs plus élaborés (viande, lait, etc.). Elle traduit certes une inégalité croissante des revenus et le nouveau type de consommation alimentaire des couches moyennes. Mais ceci n'explique pas tout. Les masses populaires elles aussi consomment des produits nutritifs plus élaborés.

Comment cette demande est-elle devenue solvable? Une réponse est fournie par la croissance économique et industrielle assez spectaculaire de nouveaux pays industriels. Cette réponse n'est pleinement satisfaisante ni au plan empirique ni au plan des interprétations théoriques. Au niveau empirique, le Brésil constitue un cas qui contredit cette réponse. A en juger par la situation nutritionnelle (augmentation de seulement 1% des calories par jour et par habitant et diminution de 1% des protéines de 1966-68 à 1978-80, FAO, 1982), cette demande ne s'est guère affirmée alors que le PIB et la production industrielle ont crû de manière spectaculaire (taux moyen respectivement de 7.6 et 8.2% de 1970 à 1982). Au niveau des interprétations théoriques, on s'est généralement efforcé de montrer que l'industrialisation s'est faite sur la base d'une surexploitation de la main-d'oeuvre, que celle-ci soit usée prématurément et renvoyée dans l'armée de réserve, ou que la force de travail soit censée être reproduite dans des formes de production parallèle (mode domestique ou secteur informel) (Mathias, Salama, 1983; Meillassoux, 1975; Ikonikoff, Sigal, 1980).

En Algérie et au Mexique, où cette demande s'est affirmée, le nombre d'emplois s'est accru de façon frappante durant la dernière décennie. La demande serait devenue solvable à travers le salariat. Deux phénomènes semblent pourtant ne pas confirmer l'hypothèse d'un développement de plus en plus large du capital variable. Le premier renvoie à la baisse ou à la quasi-

stagnation de la productivité de ces emplois. Le second à "l'anomalie" que constitue la position occupée par ces deux pays dans le rapport, généralement inverse, entre croissance démographique et croissance économique. L'augmentation de la demande salariale solvable est en effet supposée reposer sur une réduction du nombre d'enfants par famille.

La solvabilité de la demande passe bien par une certaine structuration de la population dans des emplois, mais c'est le mode même de production de la population qui lui donne son caractère particulier: la solvabilité de la demande est une solvabilité politique. La production de la population se présente comme nombre, comme nombre premier, comme expression immédiatement sociale des besoins (Marx, 1875). Par rapport à ce nombre, l'Etat peut se former de deux manières contradictoires. Ou bien il parvient à se poser comme Etat nourricier en échangeant la loyauté des masses contre la solvabilité de leur demande. Ou bien, devant s'attaquer au nombre, il se structure dans l'extermination de la population qui résiste à son contrôle. Entre les deux extrêmes se situent les pays d'"émeutes de la faim": ils constituent des cas où la population refuse, contrairement à ce qu'en disent les journalistes, de voir ses besoins réduits en termes de demande alimentaire.

Cette hypothèse sur la formation de l'Etat en liaison à la production de la population permet d'interpréter des situations apparemment tout à fait différentes correspondant aux régions de famine périodique (une bonne partie de l'Afrique, une partie de l'Asie, de l'Afganistan au Kampuchéa, le Nord-Est brésilien, le Nord-Ouest haïtien), aux régions d'"émeutes de la faim" (l'Afrique du Nord, à l'exception de l'Algérie et de la Libye, la zone caraïbe et quelques villes indiennes), enfin, aux régions où la demande alimentaire solvable s'est accrue sur une base politique (l'Algérie, le Mexique, peut-être le Venezuela, le Moyen-Orient à l'exception des pays du Golfe, peut-être aussi l'Indonésie, soit une partie importante des pays pétroliers).

Dans cette troisième catégorie, la gestion de la population s'opère à travers la régulation de ce qu'on pourrait appeler un *fonds des salaires* maintenu à un montant relativement fixe en fonction d'une population en croissance extraordinairement rapide. Si les salaires moyens n'augmentent guère, voire diminuent, les revenus familiaux sont en sensible augmentation grâce à l'accroissement du nombre d'emplois, dont les deux tiers sont statistiquement classés comme salariés. De plus, une part croissante de ces revenus est consacrée à la nourriture (contrairement à la fameuse loi d'Engel selon laquelle les dépenses alimentaires baisseraient avec l'accroissement des revenus).

L'existence d'un *fonds des salaires* dans une population dite active, salariée aux deux tiers, ne correspond à aucun modèle connu de rapports sociaux. Elle distingue cette catégorie des pays du Sud où une accumulation capitaliste semble reposer sur une diminution des salaires, la reproduction de la force de travail est alors renvoyée à un facteur informel de services (Colombie, Brésil), ou de fabrication artisanale (Côte d'Ivoire, Madagascar),

ou encore au secteur agricole (Afrique du Sud, Corée du Sud). On peut se demander s'il s'agit réellement d'une différence entre pays ou, plus simplement, du résultat d'une approche distincte qui, se refusant de céder au modèle importé des pays du Nord, n'analyse pas prioritairement les prolétaires en termes de reproduction de la force de travail.

Chapitre 1

Une demande alimentaire solvable

Il faut commencer par analyser la demande alimentaire et sa solvabilité à un niveau très empirique. Accepter, l'espace d'un chapitre, la lourdeur des chiffres. Observer d'abord le résultat de la solvabilité à travers des mesures de consommation des populations. Chercher ensuite comment cette solvabilité s'exprime, en l'occurence à travers une multiplication des revenus salariaux. Ces indicateurs révèlent certes un état moyen. Cet état est pourtant plus que l'expression d'une moyenne statistique, excluant les 20% les plus pauvres de la société, surtout ruraux, et les 30% les plus riches, cet état définit, dans les pays étudiés, la condition d'une population qui a un profil sociologique déterminé: la masse des salariés subalternes, le "salarié majoritaire" (Guerid, 1982). Salariés, c'est du moins ainsi qu'ils sont statistiquement classés. Ils peuvent être en chômage, sous-employés ou encore, comme on le verra, surnuméraires.

Une amélioration de l'alimentation

"La croissance de la demande alimentaire des NPI et des pays de l'OPEP, au début des années 70, est l'un des phénomènes les plus remarquables du marché mondial et elle représente l'un des faits

remarquables du marché mondial et elle représente l'un des faits caractéristiques d'une nouvelle situation économique internationale" (Green, 1984). Sauf pour l'Afrique, cette croissance s'accompagne dans les pays du Sud d'une augmentation plus rapide de la production alimentaire per capita[1].

Que la croissance des importations compense un affaiblissement de la production agricole per capita - c'est par exemple le cas de l'Algérie - est un phénomène à lire en tenant compte de ce que l'affaiblissement est beaucoup moins accusé que la croissance des importations. La consommation alimentaire per capita y a dès lors augmenté d'environ 45% entre 1967 et 1982[2]. Au Mexique, la croissance de la production agricole s'est ralentie durant la dernière décennie mais elle continue à suivre la courbe de la population. Par contre, les importations alimentaires ont augmenté, du moins jusqu'au moment où la crise y a mis un frein brutal. De 1960 à 1980, on peut estimer que la consommation de produits agricoles per capita a crû d'environ 35%. La production de biens alimentaires manufacturés a augmenté dans une proportion encore supérieure de telle sorte que l'accroissement de la disponibilité alimentaire globale per capita est également de 45%[3].

Un autre indicateur de cette expansion de la consommation alimentaire réside dans la part du revenu dépensé en aliments. Il est fourni par des enquêtes de consommation qui sont souvent, il est vrai, difficiles à comparer rigoureusement. En Algérie, cette part serait passée de 45.6 à 55.7% de 1967-68 à 1979 (Bedrani et al, s.d.: 27). Au Mexique, elle serait passée de 39.6 à 45.4% de 1968 à 1977 (SPP, 1982, vol. II, tableaux 3.8 et 3.12). L'accroissement de la part de dépense alimentaire pourrait s'expliquer par la baisse du revenu familial. Or, il n'en est rien. On le verra plus loin. On est au contraire en présence d'un phénomène original d'accroissement de cette part en même temps que d'augmentation au moins légère des revenus familiaux. Pour l'instant, soulignons que la demande alimentaire est effectivement populaire, même si l'inégalité des revenus est plus accusée au Mexique qu'en Algérie[4].

L'expansion de la consommation s'inscrit aussi dans un changement de cette consommation. Selon Bedrani, "l'Algérienne et l'Algérien «moyens» semblent mieux se nourrir... S'ils mangent moins de céréales et légèrement moins de légumes secs, ils consomment davantage de tous les autres produits, en particulier de la viande, des produits laitiers, des matières grasses et des légumes frais". Les statistiques nutritionnelles le confirment: l'Algérie est l'un des pays du monde (avec l'Iran) où les calories par habitant ont le plus augmenté durant la dernière décennie: de 45% de 1969-71 à 1980-85[5]. Le Mexique, tout en connaissant une progression très peu élevée - 11% - au niveau de l'accroissement général des calories (2930 en 1980-82), voit la part des calories animales augmenter de 41%. Le type de nutrition se transforme encore plus profondément au Mexique qu'en Algérie. Le Mexicain "moyen" consomme deux fois plus de viande (30 kg/an) que l'Algérien, 50% plus de lait, par contre, il mange moins de céréales et de légumes secs (135 kg contre 185). Il faut cependant ajouter que le Mexicain

le plus pauvre, de la campagne et de la ville, ne consomme, lui, respectivement que 5 et 13 kg de viande. En 1968, 40% de la population mexicaine souffrait encore d'un déficit alimentaire - de 20% en moyenne - par rapport aux besoins tenus pour minimaux; ils vivaient surtout dans les campagnes (SPP, 1982, vol. II).

L'amélioration de l'alimentation est un phénomène remarquable pour un ensemble de pays, surtout durant la dernière décennie[6]. Il s'agit de pays appartenant à une même catégorie que l'Algérie et le Mexique, comme l'Iran ou l'Irak, mais aussi de pays qui ont été le théâtre d'"émeutes de la faim": l'Egypte, la Tunisie, le Maroc. Dans d'autres pays où ces émeutes éclatèrent aussi - la république Dominicaine, Haïti, l'Inde -, l'amélioration est faible ou nulle mais elle fait suite à une baisse de la nutrition durant la décennie antérieure.

Deux raisons rendent ce phénomène remarquable. Il n'est pas systématiquement lié à la croissance économique. Deux cas opposés: le Brésil et le Maroc. Le premier a connu une croissance économique très soutenue mais aucune amélioration alimentaire substantielle. Le second connaît une situation plutôt inverse[7]. Le phénomène est, par ailleurs, couplé à une détérioration accélérée, durant cette même décennie, de l'alimentation dans de nombreux pays africains (notamment le Tchad, l'Ethiopie, la Somalie, le Mali, le Kenya, le Mozambique) et asiatiques (l'Afghanistan, le Bangladesh, le Kampuchéa). Comme l'amélioration de l'alimentation s'est traduite par une augmentation des importations[8], on a facilement tendance à confondre cette augmentation avec le phénomène de sous-nutrition d'autres régions du monde. L'équation "dépendance alimentaire = faim dans le monde" occulte dès lors l'amélioration de l'alimentation dans un ensemble de pays du Sud.

L'amélioration de la nutrition suppose une demande solvable. Avant d'aborder les fondements de cette solvabilité, on peut s'interroger sur ses modalités. Deux semblent principalement à l'oeuvre en Algérie et au Mexique: la multiplication des emplois salariés et les subventions aux produits de première nécessité. Cette seconde modalité est également présente, on le sait, dans les pays à "émeutes de la faim".

Une multiplication des revenus

Au Mexique, les salariés ont probablement augmenté de 50% durant les années 70 (SPP, 1982, vol. II: 39; INEGI, 1983). Les travailleurs industriels au sens large (incluant les mines, les industries manufacturières, la construction, l'électricité et le transport), eux, ont crû de 67% (INEGI, 1983: 73). En Algérie, on peut estimer que le nombre de salariés a augmenté de 55% entre 1966 et 1977[9]. Quant aux travailleurs industriels, ils ont presque triplé en passant de 14.1 à 32.8% de la population occupée[10]. Ni

en Algérie, ni au Mexique, cette multiplication des emplois salariés ne correspond à une élévation importante du taux de salarisation[11].

En Algérie, est particulièrement frappante l'augmentation des salariés permanents, presque tous masculins: de 35% de la population occupée en 1966 (*ASA*, 1972: 34), ils passent à 61.6% en 1977 (*RGPH*, vol. I: 68) et à 66.5% en 1982 (*Enquête Main-d'Oeuvre*, 1982: 81). Au Mexique, est remarquable le taux de croissance de la population d'âge actif. Elle augmente de 48% alors que la population totale croît de 40%. Mais plus remarquable encore est la croissance de la population active qui est de 83% durant la période 1970-80 (INEGEI, 1983: 25). Cela provient notamment de la participation de plus en plus importante des femmes au marché du travail. De 17.9% en 1960, elle passe à 19.9% en 1970 et bondit à 30.1% en 1980 (*Censo*, 1980: 67). Sur ce point, la différence est très nette avec l'Algérie où la participation féminine est au maximum de 6.9% si l'on rapporte la population active féminine à la population active totale (*RGPH*, 1977, vol. III: 35).

Cette augmentation impressionnante de la population active ne s'est pas traduite, comme au Brésil par exemple, par une baisse de salaire. En Algérie, les salaires horaires réels moyens des ouvriers (toutes catégories) n'ont pratiquement pas varié de 1970 à 1980, l'accroissement est de 10%[12]. Il en va de même au Mexique où, selon Aboites (1983)[13] le salaire réel industriel a augmenté de 13% durant cette décennie alors qu'il avait crû de 30% durant la décennie précédente, mais celle-ci avait aussi été caractérisée par une quasi-stagnation de l'emploi. Quant à la productivité par travailleur occupé dans l'industrie (au sens large), elle a diminué en Algérie. On peut estimer qu'elle a baissé d'au moins 10% de 1970 à 1977 et d'au moins autant de 1977 à 1980. Au Mexique, la productivité n'a que très légèrement augmenté (de l'ordre de 10%)[14].

L'apparition de travailleurs surnuméraires (Palloix, 1980) mais incorporés dans des rapports d'emploi est donc un des traits majeurs de ces deux sociétés, du moins pour la décennie 70-80. Travailleurs surnuméraires = travailleurs improductifs? Non dans le sens où une masse croissante de travailleurs seraient incorporés dans des services bureaucratiques ou dans le secteur informel. La proportion de la population occupée dans le secteur des services (commerce, services, administration) s'est modérément accrue en Algérie. De 27.6% en 1966 (CICRED, 1974: 121), la part de la population occupée dans ce secteur est passée à 29.2% en 1977 (*RGPH*, 1977, vol. III: 37). Elle est estimée à 38.8% en 1984 (*Enquête main d'oeuvre*, 1984: 39). Au Mexique, elle était de 23.0% en 1960, 29.0% en 1970 et 39.7% en 1979 (SPP, 1982, vol. II: 34-35). Elle est nettement moins élevée que dans de nombreux autres pays, tant d'Amérique Latine que du Moyen-Orient[15].

La solvabilité de la demande alimentaire prend donc une modalité particulière. S'il est difficile d'établir une typologie complète des différents pays, les données statistiques n'étant souvent ni disponibles, ni comparables, et de vérifier par une analyse comparative cette particularité, celle-ci impose

en tout cas un type d'interprétation autre que celui communément admis qui raisonne en termes de surexploitation et d'armées de réserve. Avant de nous y engager, examinons cette autre modalité qui, elle, n'est pas particulière à ce type de pays: l'importance croissante des subventions aux biens de subsistance. En Algérie, ces subventions sont passées de 17.7 DA par habitant en 1973 à 106.0 DA en 1980 et à 193.0 DA en 1983 (soit 42 $US par habitant)[16]. Au Mexique, elles peuvent être estimées à 15 $ en 1976, 56 en 1980 et 62 en 1982 (Lebas-Tubiana, Lerin, 1980, 1983). Tenant compte de ce que chaque occupé doit nourrir de quatre à six personnes et de ce que le revenu des catégories pauvres de travailleurs ne dépasse pas environ 150 $ par mois, ces subventions ne sont pas négligeables, elles peuvent en effet représenter l'équivalent de deux mois de salaire par famille. Ce phénomène est pourtant moins important que l'accroissement du nombre d'occupés par famille (comme nous le verrons dans la 3e partie, chapitre 2).

Notes

[1] Amérique Latine, 1958-62 = 100; 1968-72 = 103; 1978-82 = 109. Asie (économie de marché), 100, 103, 107. Afrique, 100, 98, 82. Voir Bairoch, 1983: 181. En complétant avec FAO, 1984, et sans que les données soient immédiatement comparables, on relèvera que durant les années 1983-84, la production alimentaire per capita a baissé d'1 point en Amérique du *Sud*, elle a augmenté de 7 points en Asie (augmentation due en bonne partie à la performance de la Chine: + 15 points) et a encore baissé de près de 7 points en Afrique. Notons encore, selon les mêmes sources, que la production alimentaire per capita est, en Algérie, 1974-76 = 100, 1980-82 = 88, 1983-84 = 80, au Mexique, 100, 107, 105.

[2] Cette estimation est basée sur les montants en prix constants 1978 de la production agricole, de la production alimentaire manufacturée et des importations alimentaires nettes, divisés par la population. Montants tels que fournis par *Statistiques 1967-78*, 1980, *ASA*, 1981 et *Algérie en chiffres 1983*. La consommation per capita en dinars 1978 est passée de 565 en 1967 à 543 en 1970, à 800 en 1978, à 926 en 1980 et à 698 en 1982 (soit l'équivalent de 140 $ US en 1982). Il y a une surévaluation liée au fait que le vignoble est compté dans la production agricole. Thiéry, s.d.: 179, estime, par exemple, les disponibilités en 1977 à 466 dinars de 1977, soit 550 de 1978, mais il ne tient pas compte de la production alimentaire manufacturée.

[3] Ces chiffres ont pu être établis en se basant principalement sur SPP (1982, vol. III), INEGI (1983), Perzabal (1979). La disponibilité agricole par habitant passe en pesos de 1970 de 865 en 1960 à 1096 en 1970 et à 1165 en 1980. La disponibilité alimentaire globale per capita passe de 1157 à 1685, soit, au cours du peso 1970, environ 135 $US.

[4] La différence est néanmoins moins importante qu'on ne le croit généralement. Pour l'Algérie, on ne dispose de données que pour les principales villes. Les catégories les plus pauvres sont sous-estimées. En 1976, les 20% des ménages les plus pauvres ne disposent que d'environ 5% des revenus et les 10% les plus riches environ 30% (estimations à partir de AARDES, 1979, tableau 10). Au Mexique, en 1977, les 20% les plus pauvres ont 2.9% des revenus, les 10% les plus

riches 40.6% (B.M., 1986). (Au Brésil, le décile le plus riche: 50.6%). D'autres sources évaluent la part du décile le plus riche au Mexique à 36.7%. Selon elles, on doit observer une baisse entre 1968 (42.0%) et 1977 (Aspe, Sigmund, 1984: 38). Selon d'autres sources encore, cette part était de 45.5% en 1950 (Padilla Aragón, 1981: 191).

[5] L'accroissement de calories animales est de 62% par habitant. La progression est la suivante: 1724 calories en 1964-66, 1826 en 1969-71, 2644 en 1980-82; pour les mêmes années, 162, 178 et 294 calories animales (FAO, 1984).

[6] Les chiffres publiés par la FAO sont à prendre avec beaucoup de prudence. Notons à titre d'indication que l'augmentation de protéines et de lipides est de 14 et 33% au Mexique et de 44 et 51% en Algérie durant la période 1969/71-1980/82.

[7] De 1970 à 1982, la croissance du PIB per capita est de 5.2% au Brésil et de 2.4% au Maroc. Il est de 3.4 % au Mexique et de 3.5% en Algérie (Banque Mondiale, 1984).

[8] Par exemple de 40% des céréales pour les pays à revenus intermédiaires (1970-80) (Banque Mondiale, 1982).

[9] Selon le recensement de 1977, les salariés permanents et saisonniers *occupés* sont respectivement 1.439.575 et 235.382 (*RGPH*, 1977, vol. I: 68). Le recensement de 1966 (*ASA*, 1972: 34 et 32) fournit des chiffres de salariés qui sont, eux, rapportés à la population active totale occupée et non occupée. Il compte 976.406 permanents et 727.429 saisonniers. Si, de ce total de 1.703.835, on déduit 80% des chômeurs ayant déjà travaillé (566.498) et 60% des chercheurs d'un premier emploi (286.115), on peut estimer la population salariée occupée à 1.080.000. En 1980, l'emploi salarié total (*Emploi et salaires*, 1980) est de 2.468.000. Il y aurait donc un accroissement de 45% par rapport à 1966.

[10] *RGPH*, 1977, vol. III: 42. Cette estimation qui fait passer les travailleurs industriels occupés (y compris bâtiment) de 274.000 à 766.000 est confirmée par les statistiques d'*Emploi et salaires*. Ces enquêtes évaluent l'emploi salarié industriel (au sens large) à 189.697 en 1966, à 610.244 en 1977 (*ASA*, 1979) et à 856.000 (transport non inclus) en 1980 (*Emploi et salaires*, 1980). Voir aussi Corten, Tahon, 1982, a.

[11] Au Mexique, le recensement de 1980 n'étant pas fiable avec ses 21.5% de "non spécifiés", on doit comparer des données de recensement sur la population entière (1970) et des données d'enquête sur la population occupée (1979). Les pourcentages sont de 62.3 et 62.9. Notons que la salarisation était aussi restée stable durant la décennie précédente (64.6% en 1960). Thiéry (s.d.: 249) évalue que les salariés algériens passent de 67 à 76% de la population active entre 1966 et 1977. Pour Hakiki-Talahite (1983: 218), le taux de salarisation masculin passerait de 68 à 74.5% et féminin de 73 à 95%.

[12] Les salaires horaires moyens étaient de 2.8 DA en 1970 et de 7.0 DA en 1980. L'indice des prix à la consommation est passé de 105.7 à 239.9 (*ASA*, 1977-78 et 1981).

[13] Pour 1980, *Annuaires* FAO et FMI.

[14] Selon Aboites (1983), l'indice 1960 = 100 est de 165 en 1970 et de 184 en 1979 (soit une augmentation de 11.5%). Voir aussi Corten, 1986, b; Corten, Tahon, 1982, a.

[15] B. M. En 1980, Colombie: 53%; Venezuela: 55%; Chili: 62%; Jordanie: 60%; Liban: 62%; Koweit: 64%; Libye: 53%.

16 Estimations à partir des données de la *Loi de finances*. Les dépenses autorisées en matière de soutien aux prix étaient de 248 millions de DA en 1973. Elles s'élèvent à 1.945 millions en 1980 et à 3.850 millions en 1983.

Chapitre 2

Production et mobilisation de la population

La solvabilité de la demande alimentaire exprime un état de mobilisation de la population. Cette mobilisation ne porte pas directement sur l'accès aux aliments. Bien que des personnes vivent encore au-dessous des normes physiologiques de nutrition, précisément dans les campagnes, la population réunie dans les villes est parvenue, à travers cette mobilisation, à affirmer des besoins sociaux non seulement de meilleure alimentation mais aussi de meilleure santé et d'élévation de l'instruction. Elle est parvenue à le faire, contrairement à la tendance générale, avec un taux élevé de croissance de la population.

Production de la population comme besoin social

Alors que, dans la majorité des pays, l'élévation des besoins s'effectue dans une opération de division, elle se produit ici dans la multiplication elle-même. Anomalie relevée par les études des organismes internationaux (B.M., 1984: 79)[1]. En fait, puissance sociale, nous allons le voir. L'augmentation de la part de dépense alimentaire dans le budget familial ne traduit pas seulement un nombre plus élevé de personnes à nourrir, elle est l'expression de la volonté d'avoir des enfants en bonne santé. Cette volonté

repose en partie sur la possibilité de les garder vivants, quoique le taux de mortalité infantile (moins d'un an) reste élevé, en particulier en Algérie entre 1962 et 1982, et ne diminue que lentement. Il en va de même, d'ailleurs, en Iran. Un enfant sur dix meurt encore avant d'avoir atteint son premier anniversaire.

Par contre, la mortalité juvénile (un à quatre ans) diminue de plus de moitié. Indicateur de l'attention portée à la santé des enfants à laquelle s'ajoute celle accordée à l'instruction. Les taux sont là spectaculaires: généralisation de l'école primaire, y compris pour les filles, massification de l'enseignement secondaire. Le Mexique en 1983 se trouve au même niveau que la France ou le Canada en 1965, l'Algérie le rejoindra bientôt. Avec 43 et 55% des groupes d'âge pertinents inscrits à l'école primaire (B.M., 1986: 255), l'Algérie et le Mexique se rapprochent une nouvelle fois de l'Iran et de l'Irak.

Se dégage ainsi une figure bio-politique assez particulière: ces populations ont un fort taux moyen d'accroissement "naturel" et un taux remarquablement élevé de croissance urbaine, elles ont un taux de mortalité infantile et juvénile encore élevé mais elles connaissent un accroissement important du nombre d'inscrits à l'école secondaire (il se multiplie par quatre et plus, sauf en Irak où il se multiplie par trois, à partir d'un nombre initial plus élevé). Cette figure distingue ces quatre pays (Algérie, Mexique, Iran, Irak) d'autres pays pétroliers comme, d'une part, le Venezuela qui conjugue un taux exceptionnellement élevé d'accroissement de la population et un taux exceptionnellement bas de mortalité infantile et juvénile et, d'autre part, le Nigéria et l'Indonésie qui présentent une relation inverse. Quant aux pays de la péninsule arabique, le fait même que, selon les estimations, de 40 à 60% de la population soit immigrée (Sadria, 1984) - et une part importante de manière temporaire -, les éloigne de cette figure.

Dans cette figure, dont le Mexique et l'Algérie sont des exemples, retient l'attention cette relation inusitée entre mortalité et instruction. L'instruction ne parvient pas encore à venir à bout de la mortalité infantile. Mais cette mortalité, par contre, ne produit pas un effet d'épuisement, de résignation et de refuge dans l'ignorance. Dans ce contexte, la production de la population n'est pas prolifération compensatoire, prolifération qui serait manie, instinct de remplacement. La production de la population n'est pas un nombre équivalent à sa destruction, elle n'est pas mesurée en dehors d'elle-même: elle n'est ni remplacement, ni reproduction. La mort n'est pas vue non plus comme soustraction de population, soustraction que l'on va vouloir nier comme c'est tardivement devenu le cas dans les sociétés occidentales. Elle n'est ni interdite (Ariès, 1975), ni cachée, ni refoulée dans la sphère du pur privé. Cette intelligence de la mort rend compte du fait que la production de la population n'est pas un besoin refoulé à son tour dans le domaine du privé.

La production de la population est un besoin social. Si elle pose la population comme nombre premier, nombre qui fixe lui-même ses

coefficients multiplicateurs, besoin du plus grand nombre, le nombre n'est pas un besoin en tant que tel, il donne consistance sociale à ce qu'est, par exemple, une meilleure alimentation. Dès lors celle-ci n'est pas simple reproduction. Le bouleversement des modes alimentaires ne peut pas être considéré uniquement comme un facteur de dépendance. Il est aussi, on le verra plus loin avec nos enquêtes, une expression décalée de cette consistance sociale. Il en est de même pour l'instruction que, par ailleurs, son inadaptation contraint de voir aussi, à juste titre, comme une forme de déculturation. La production de la population est en même temps exigence d'une meilleure alimentation et d'une meilleure instruction. Les deux sont ainsi liés[2]. C'est la population qui affecte à ces exigences un caractère social. *Produire des enfants, c'est les produire mieux nourris et alphabétisés.*

Le rapport population/communauté

La production de la population implique aussi investissement de territoire et déterritorialisation. Produire la population, c'est remplir l'itinéraire communautaire de passage de la campagne à la ville, à la grande ville; c'est occuper la ville, y établir une communauté. Alors que dans le milieu rural chacun trouve sa place dans la communauté par la défense d'un territoire - défense assurée par une production déterminée de descendance articulée à la prestation du travail non payé (voir 2e partie, chapitre 3) -, dans l'occupation de la ville, la production de la population est établissement direct de communauté. Ce n'est pas en tant que propriétaire que l'on appartient à la ville; ce n'est pas en tant que non-propriétaire que l'on est "libre", totalement démuni, "rien" (Marx, 1867: 135). La production de la population est la négation sociale de ce rien, dans le même temps qu'elle est, en ville, négation de la propriété, à la limite, négation de l'investissement dans un territoire.

La ville du tiers monde est fondamentalement différente de la ville de la période pré-industrielle dans laquelle même la plèbe, pourtant tenue à l'écart des corporations, est jalouse de son territoire (Hobsbawm, 1959: 131). La ville du tiers monde est aussi fondamentalement différente de la ville de la révolution industrielle européenne ou du Nord-Est américain dans laquelle la croissance de la population a été interprétée en termes de prolifération, c'est-à-dire en termes de perte de maîtrise du rapport entre population et communauté.

En Algérie et au Mexique, la montée du taux de croissance naturelle des villes est provoquée par le fait que les migrants y arrivent jeunes: en moyenne à 28 ans en Algérie durant la période 1966-77. Cette croissance ne résulte pas d'une brusque désagrégation sociale imputable à une précipitation improvisée dans le monde urbain qui balayerait toutes les normes du milieu rural. Contrairement à ce qui s'est passé en Europe, l'"explosion" démographique part des campagnes. Ce phénomène se manifeste tant en

Algérie qu'au Mexique durant les années 20. Du début à la fin de cette décennie, le taux brut de natalité passe brusquement de 3.5 à 4.2% en Algérie (CICRED, 1974, tableau 3, 19) et de 3.2 à 4.9% au Mexique (SPP, 1979, b: 153). Ce gonflement subit de la population va permettre de remplir l'itinéraire communautaire de passage de la campagne à la ville. Population produite concomitamment selon les normes "territoriales" des campagnes et pour assurer cette chaîne vers les villes.

Dans les villes, la fécondité, quoiqu'élevée, n'est pas prolifération: l'âge moyen de la nuptialité augmente généralement de deux ans et l'arrivée des enfants est légèrement reculée. En Algérie, plus qu'au Mexique, le degré d'instruction a pour effet d'arrêter la fécondité après 40 ans mais elle est beaucoup plus concentrée, en particulier entre 25 et 29 ans (2.1 enfants en moyenne). Les femmes qui ont suivi des études primaires ont toutefois deux enfants de moins, en moyenne, que les femmes sans instruction: elles en ont 6.3 contre 8.6 (CICRED, 1974: 40). Les différences sont moins nettes au Mexique: 6.3 contre 7.3 (SPP, 1979, a: 149) mais l'instruction primaire des femmes n'y a pas le caractère exceptionnel qu'elle peut revêtir pour des femmes de certaines classes d'âge en Algérie (Tahon, 1979). Si l'on ne tient compte que des Mexicaines qui ont terminé des études primaires, elles deviennent mères plus tardivement que les Algériennes, mais elles procréent jusqu'à l'approche de la ménopause. Cette tendance correspond essentiellement à la structure générale des villes de plus de 20.000 habitants.

Le recul de la naissance du premier enfant traduit une légère baisse du taux de natalité mais celle-ci est atténuée par une plus forte concentration des naissances - phénomène de rattrapage observable en Algérie - ou par le prolongement de la période de fécondité. Une certaine maîtrise de la production de la population n'est donc pas incompatible avec son abondance. Ce qui, précisément, caractérise les deux pays étudiés par rapport à beaucoup d'autres.

Si une certaine maîtrise de la production de la population définit le mode de formation des communautés urbaines, cette maîtrise se caractérise aussi par sa massification: la proportion des personnes disposant de la possibilité sociale de produire des enfants augmente. Au Mexique, le taux d'accroissement de la nuptialité[3] présente une évolution remarquable: de 4.6% en 1900 et de 3.9% en 1922, il passe à 6.0% en 1930 (SPP, 1981: 140)[4]. Depuis lors, il n'a cessé d'augmenter pour atteindre près de 8% sans que l'on ne puisse attribuer cette augmentation à une baisse des unions consensuelles. La période 1922-1930 est particulièrement intéressante parce qu'elle coïncide avec un accroissement spectaculaire du taux de natalité. Des données comparables ne sont pas disponibles pour l'Algérie. On peut simplement relever que l'abaissement de l'âge au mariage de 20.0 à 18.3 ans de 1948 à 1966 puis sa remontée en 1977 à 20.9 ans (soit pratiquement au niveau de 1948) (*ASA*, 1981: 13) sont de trop près liés à des périodes politiques particulières pour être interprétés seulement en termes de prolifération.

Un mouvement historique

Comment expliquer ce besoin de produire tant d'enfants? Une nombreuse progéniture constituerait-elle, comme le pense Ariès (1971) à propos de l'Angleterre du XIXe siècle, un véritable capital pour les parents qui leur assurerait une excellente rentabilité? Il faudrait pour cela que soit généralisé le travail des enfants. Or, sans vouloir sous-estimer leur travail invisible dans les services et les petits ateliers, il faut constater que les statistiques officielles ne laissent aucunement entrevoir un travail massif des enfants, pas même des jeunes. La proportion des jeunes travailleurs et travailleuses de 20 ans et moins baisse dans les deux pays. En Algérie, elle passe de 11.5% des occupés totaux en 1966 à 8% en 1977 (RGPH, 1977, vol. III: 39). Au Mexique, où les statistiques portent sur la population active, les jeunes de moins de 20 ans en représentaient 19% en 1960, 17% en 1979 (SPP, 1982, vol. II: 32). Il faut noter que dans les deux pays le quart des femmes dites actives appartiennent à cette catégorie d'âge.

Il est difficile d'affirmer que ce soit le travail des enfants qui "excite l'essor de la population" (Ariès, 1971: 219). Il semble au contraire que la baisse du nombre de jeunes au travail suive l'élévation de l'âge au mariage, elle-même liée à l'élévation de l'instruction. Doit être pris en compte le changement de configuration de la société, nouvelle configuration qui se maintient même lorsque le taux commence à baisser. L'accélération brutale de l'augmentation de la population dans les pays du tiers monde est alors essentiellement due à une baisse de la mortalité (Bairoch, 1967: 19)[5]. Ce n'est pas le cas - autre anomalie - dans les deux pays étudiés. En Algérie, le taux général de mortalité ne commence significativement à baisser qu'après 1950 (il s'est maintenu à 3% durant la première moitié du siècle) alors que, on l'a vu, le taux de natalité augmente de plus de 0.7% de 1920 à 1930. Au Mexique, pendant cette même décennie, le taux général de mortalité se maintient autour de 2.5% tandis que le taux de natalité passe de 3.2 à 4.9% (CICRED, 1974: 19; SPP, 1979, b: 153). Mais ceci nous amène à constater qu'au début du siècle les taux de natalité, tant en Algérie qu'au Mexique, sont relativement bas - de 3.5 à 5.5% - si on les compare à ce qu'est censée être la norme d'une société agricole (Cipolla, 1965: 118).

En Algérie, le XIXe siècle est marqué par une résistance farouche à la colonisation. Armée jusqu'en 1871, elle prend par la suite une tournure plus passive, notamment dans le refus de la conscription dans les années 1910 comme en témoigne, par exemple, l'épisode de "l'exode de Tlemcen" (Nouschi, 1962, 21 et sv.), et plus généralement dans une résistance face à la médecine et à l'école du colonisateur (Turin, 1971). En 1926 est fondée l'*Etoile Nord-Africaine* que dirige rapidement Messali Hadj (Ageron, 1979: 349 et sv.). Le mouvement national prend son essor en même temps que

grimpe le taux de natalité. Il se maintient à un niveau stable (autour de 4.2%) de 1930 à 1950 et regrimpe une nouvelle fois à la veille de l'insurrection armée. Il atteint 5.1% en 1953 et reste à ce niveau pendant vingt ans. En 1981, il est retombé à 4.3% . Comment ne pas établir une relation entre ces brusques changements de taux de natalité et les phénomènes de mobilisation sociale que suppose le développement du mouvement national?

Au Mexique, la période de la révolution ne semble être caractérisée par aucun accroissement du taux de natalité. Mais peut-on se fier à des chiffres d'état civil établis dans un tel contexte? En 1900 et en 1910, les taux sont bas: 3.6 et 3.2%. Au-delà de la pointe de 1930 (4.9), le taux se maintient de façon quasi constante autour de 4.4 jusqu'en 1975. Il est sans doute possible de voir une relation entre la hausse du taux de natalité et le développement des mouvements paysans (plus ou moins organisés), en particulier à partir de 1929, c'est-à-dire à partir de la déclaration de Calles supposée mettre fin à la réforme agraire et aussi du retour de centaines de milliers d'émigrés aux Etats-Unis.

Ces mouvements paysans vont déboucher sur un approfondissement de la réforme agraire (alors que 535.000 personnes avaient bénéficié de distribution de terres jusqu'en 1929, 1.100.000 en bénéficieront jusqu'en 1940, dont 776.000 durant la période de Cardenas) et sur une véritable paysannisation des prolétaires ruraux qui se traduit par une baisse de la proportion des salariés dans la population agricole. De 88% en 1910, les salariés passent à 50% en 1940, à 37% en 1950 et remontent à 48 puis à 54% en 1960 et en 1970 (Paré, 1977: 93). Ceci constitue une différence fondamentale entre le Mexique et l'Algérie.

Ce changement brutal n'est qu'un aspect du problème, l'autre est le mode nouveau d'organisation qui forme les communautés dans les villes. Il se matérialise en une structure d'âge où les classes les plus fécondes sont surreprésentées. Aussi, même si c'est dans les campagnes qu'augmente subitement le taux de fécondité, c'est dans les villes que cette augmentation produit tous ses effets. Elle les produit à travers le caractère immédiatement social que revêt l'expression des besoins. Moment entre deux situations où la production de la descendance est instrumentalisée dans son nombre. Elle est soit moyen de reproduire la propriété de la parcelle, soit ajustement aux besoins définis par ailleurs. Ce moment n'est pas nécessairement transitoire, il s'élargit pour constituer le cadre de formation du prolétariat.

Il n'est pas transitoire dans un double sens. Il n'est pas transitoire dans le sens que le besoin n'est pas élémentaire, il n'est pas simplement peu développé. On le considère comme élémentaire lorsque l'on voit la reproduction biologique comme un besoin "naturel" qui ne prendrait un caractère social que dans la mesure où il serait un moyen de satisfaire un autre besoin[6]. Cette conception naturaliste ne peut être dépassée qu'en adoptant une position historico-anthropologique pour fonder la distinction entre besoins physiques et besoins sociaux. Ce que fait Marx en posant que le besoin physique est le produit d'un type d'évolution de la société qui

réduit "les besoins humains à des besoins humains certes de contenu social, mais toutefois de nature physico-biologique" (Marx, 1844: 102). Le second sens de transitoire revêt alors toute son importance. En effet, être réduit à n'avoir d'utilité sociale qu'en tant que producteur de descendance, tel est le sens étymologique de prolétaire. Le moment serait transitoire dans un sens très large, celui de la réduction à la condition de prolétaire. On ne retient pas ce second sens non plus.

La production de la descendance peut prendre des objectivations sociales diverses (Baslé, 1984). En Occident, elle prend la forme de la généalogie qui ordonne l'insaisissable de la transmission (Legendre, 1985). Toutefois, elle peut avoir un prix et, dès lors, les producteurs sont "exclus des possibilités subjectives de s'intégrer dans la filiation sociale" (Legendre, 1985: 192). C'est à cette objectivation-là que renvoie la notion occidentale de prolétariat. La production de la descendance peut cependant s'objectiver socialement sans que cette objectivation ne se fixe sur son prix ni non plus sur son inscription dans la généalogie; la consistance sociale de la production de la descendance procède de ses qualités - instruction, nutrition, santé - qui se manifestent dans le nombre. Le nombre n'a pourtant pas une valeur quantitative de telle sorte que le besoin du nombre se caractériserait par une tendance à croître à l'infini et, à la limite, qu'il serait remplacé par l'acte même de posséder (Heller, 1978: 77). *La production de la descendance s'objective dans la coïncidence de la production de l'objet et du besoin de l'objet.*

Cette coïncidence n'a rien de naturel, le débat sur l'instinct maternel en est une illustration (Badinter, 1980). Son caractère social est néanmoins particulier. Il n'y a pas d'une part un besoin d'instruction, de bonne nutrition ou de santé et d'autre part un besoin d'enfants. L'objet prend immédiatement ces qualités sociales. Sinon, le nombre - sa réduction - servirait d'instrument[7] à l'instruction ou à la santé. L'instruction et la santé sont dès lors des objectivations sociales par rapport à des individus séparés qui ne sont réunis qu'au terme de mécanismes complexes de division des activités. Ces objectivations sont, dans ce cas, le produit de faisceaux de disciplines sociales plus ou moins intériorisées. *Elles sont donc plus médiatisées*. Au contraire, la coïncidence entre production d'enfants et besoin d'enfants qui concerne tous les membres de la communauté familiale (le terme d'enfant ou même de descendant sont inappropriés) constitue l'aspect *immédiatement social* qui fonde ce type de communauté. Fonde-t-elle des communautés plus larges comme le laisse penser l'essor subit des taux de natalité au lendemain de la révolution mexicaine et en prélude au mouvement de libération national algérien? L'explication de cet essor relève partiellement de ce que Tönnies (1944) appelle la volonté *organique* par opposition à la volonté *réfléchie* qui ordonne les fins aux moyens. On assiste à une coïncidence de la production de l'objet et du besoin de l'objet.

Notes

[1] Voir par contre l'analyse pertinente de Mariategui (1968) sur l'esclavage et la dépopulation. Par un autre chemin, nous nous rapprochons des thèses que, dès 1943, exprimait Alfred Sauvy. Voir aussi Balandier (ed.) (1970: 275-282). Voir encore Gauvreau, Gregory, Kempeneers, Piché (1986).

[2] Si on compare le Brésil au Mexique, on y constate un maintien de la malnutrition et un développement plus lent de l'instruction, par exemple 42% des jeunes Brésiliens du groupe d'âge pertinent sont inscrits dans l'enseignement secondaire contre 55% des jeunes Mexicains (B.M., 1986). L'analphabétisme est encore le fait du tiers des Brésiliens (31.3); officiellement, il ne touche plus que 12.1% de la population mexicaine (B.I.D., 1985).

[3] Indicateur certes imparfait en raison des contingences variables d'enregistrement mais également de l'existence d'unions consensuelles (relativement peu nombreuses cependant).

[4] Notons que si le taux de fécondité des femmes a baissé pour la catégorie de 15-19 ans de 1930 à 1975, il a fortement augmenté pour celle de 20-24 ans ainsi que pour celle de 25 ans et plus. L'âge moyen des femmes au mariage était de 18.3 ans en 1976-77: 17.8 ans dans les campagnes et 19.3 ans dans les villes (SPP, 1979, a, 118). Relevons que cet âge s'est élevé dans les villes de 18.9 à 19.6 ans entre 1955 et 1970 et que, par contre, pour les femmes dans le secteur agricole, il a baissé de 18.0 à 16.8 ans entre 1950 et 1970.

[5] En 1920, selon Bairoch, on entre dans une seconde phase de l'évolution démographique: baisse de la mortalité (due aux techniques médicales) et natalité sans changement notoire.

[6] La critique de cette conception naturaliste, il est vrai parfois imputée à Marx, est très bien formulée par Caillé (1983), lorsqu'il écrit: "Le premier fait de l'histoire humaine n'est pas que l'homme doit d'abord satisfaire ses besoins et pour cela produire. Non, le premier fait de l'histoire humaine, c'est que l'homme mange de toutes façons, sans quoi il n'existerait pas et la question de l'Histoire ne se poserait absolument pas. Mais cette nourriture, il la doit à d'autres que lui-même. Le premier fait strictement empirique de l'histoire humaine c'est donc que l'homme naît endetté... Le vrai problème (...) étant, bien sûr, de savoir vis-à-vis de qui au juste est contractée la dette et comment, en quelle monnaie la rembourser... Les besoins ne sont jamais donnés parce que l'homme lui-même ne l'est pas. Ou alors, ils le sont... mais par d'autres que le sujet qui les éprouve. Le sujet individuel est toujours donné et c'est bien pour cela qu'il est toujours débiteur."

[7] Voir à ce sujet les explications démographiques qui construisent une sorte d'*homo demograficus* (Singer, 1974; Guzmán, 1982).

Chapitre 3

Villes/campagnes
Le présupposé de la division du travail

Le caractère immédiatement social de ce besoin qui s'exprime dans le nombre et qui force à la multiplication plutôt qu'à la division est généralement rejeté de l'analyse. En particulier dans l'étude de l'exode rural. L'exode est présenté comme un facteur de dépérissement de l'agriculture, comme un facteur de dépendance alimentaire (Sid Ahmed, 1983; Bedrani, Bourenane, Molina, s.d.). Cette conception repose sur un concept: l'équilibre alimentaire entre les villes et les campagnes. Cet équilibre, il faut le questionner en relevant le caractère directement social du besoin traduit dans un nombre de population. Cela permet de spécifier certaines différences importantes entre l'Algérie et le Mexique.

L'affirmation du nombre

Le début de l'histoire contemporaine de ces deux pays est marqué par le nombre réduit de propriétaires dans les campagnes. En Algérie, en 1901, 45% de la population agricole est non propriétaire. Depuis, le nombre absolu de propriétaires ne cesse de décroître. Au Mexique, on vient de le voir à propos des salariés agricoles, la situation est, au début du siècle, encore plus accusée, elle se rééquilibre toutefois avec la réforme agraire. Depuis 1931, la

production agricole stagne en Algérie tandis qu'elle prend son essor au Mexique.

La différence apparaît principalement au niveau de l'extension des terres cultivées. Au moment de la grande crise qui coïncide avec les "fêtes du centenaire", on arrive en Algérie au terme du processus de colonisation des terres et de la salarisation rurale. A la même époque, la mise en valeur de nouvelles terres ne fait que commencer au Mexique, elle implique la construction de barrages et la réalisation de grands travaux d'infrastructure et de communication.

En Algérie, la production de la population peut être perçue comme la réponse à l'incapacité de la colonisation agraire de s'imposer. En 1866, la moitié des Européens résident dans les campagnes, en 1930, le quart de la population européenne seulement y demeure encore (Henni, 1982). "C'était la fin du rêve colonial" (Ageron, 1979: 476)[1]. En 1886, le rapport de la population européenne à la population algérienne dans les campagnes est de 1 à 15, il baisse de 1 à 25 en 1931 et de 1 à 30 en 1948. Dès 1914 commence, par ailleurs, l'immigration des Algériens vers la France. De 1914 à 1918, près de 120.000 hommes, combattants et travailleurs, ont quitté l'Algérie; de 1920 à 1924, ils sont 213.000 dont 156.000 reviennent (CICRED, 1974: 87). Contrairement à ce qui se dit généralement (Benachenhou, 1976: 327), on n'assiste pas pour autant à un exode massif vers les villes: la population algérienne urbaine passe de 9.3 à 15.4% entre 1921 et 1948. Au lendemain de la première guerre mondiale, la population algérienne est, en fait, constituée face à une situation à laquelle elle s'est déjà trouvée à plusieurs reprises (1868, 1888, 1906, 1909) depuis l'occupation française (1830): la menace de la famine. Sur les huit années qui séparent 1916 de 1923, cinq sont marquées par des disettes et des famines (Ageron, 1979: 295). Aux yeux de nombreux Algériens ayant séjourné en Europe et des lettrés musulmans imbus des valeurs de progrès, cette situation discrédite définitivement le pouvoir colonial. Elle a de plus pour effet de placer de nombreux habitants des communes mixtes dans une relation d'assistés.

Avant d'être un rapport avec un autre nombre - celui de la population française que l'on grossit en imposant pratiquement (loi de 1889) la naturalisation aux nombreux Espagnols et aux Italiens[2] -, la production de la population est d'abord affirmation du nombre premier: non négociable avec la famine. Un journaliste clairvoyant écrivait le 21 mars 1930: "le nombre - mot terrible, obsédant - dont tôt ou tard nous subirons la loi" (cité par Ageron,1979: 475). Dans les rapports ville/campagne, cette affirmation du nombre est essentiellement rurale: méfiance vis-à-vis de la ville que reprendront les thèses fanoniennes sur l'opportunisme du prolétariat urbain[3].

La production de la population comme potentiel de richesse pour les habitants des villes principalement occupées par les étrangers est secondaire par rapport à l'affirmation comme nombre. Du reste, la vigne, qui depuis 1900 couvre plus d'hectares que les céréales et qui connaît une expansion continue jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale tandis que, on le

sait, la religion musulmane prohibe l'usage du vin, matérialise bien le caractère factice de cette richesse. Celle-ci n'en est d'ailleurs plus une pour les Français alors qu'antérieurement les exportations en provenance d'Algérie nourrissaient une partie des métropolitains. En effet, les céréales comptaient pour 30% des exportations en 1855, elles n'en représentent plus que 10% à partir de 1915 et 0.25% en 1947. "La France, selon une idée reçue, aurait occupé l'Algérie pour une question de blé. On pourrait dire que le peuple algérien met fin à son occupation pour la même question" (Henni, 1982: 181). La population se produit dès lors comme pure richesse: elle n'est inféodée ni à une production - des bras pour produire du blé - ni à une propriété qui, lors des famines, s'est avérée un moyen de défense dramatiquement précaire[4] .

L'urbanisation de l'Algérie est un phénomène essentiellement lié à la guerre: politique répressive des camps de regroupement d'une part, occupation des logements des 700.000 Européens urbains au lendemain de l'indépendance, d'autre part. Le taux d'urbanisation passe de 16.5% en 1954 à 33% en 1966. Dans l'exode rural, la population se présente comme nouvelle affirmation du nombre qui impose ses coefficients multiplicatifs. Elle les impose en dehors de tout principe de division du travail. Les rapports sociaux alimentaires ne se définissent pas, en Algérie, par un échange, même inégal, entre la campagne et la ville qui déterminerait une obligation d'accroissement de la production agricole en fonction de la croissance de la population urbaine. Ceci n'empêche pas une abondante littérature de se lamenter sur un exode rural qui n'a pourtant rien de spectaculaire si on le compare à celui qui se déploie dans d'autres pays, non seulement au Mexique mais aussi, par exemple, en Iran ou en Irak. Cette littérature abondante épingle l'échec de la "révolution agraire" et souligne la catastrophique dépendance alimentaire assimilée à une chute dramatique de la production agricole (notamment Badillo, 1980).

Expliquer cet échec en insistant sur la mauvaise allocation intersectorielle des ressources qui fait de l'agriculture le parent pauvre de tous les plans de développement s'inscrit dans une vision en termes de division du travail. Cette explication est partiellement remise en cause par Karsenty (1977) qui relève "la relative incapacité de l'agriculture à consommer les crédits courants" et par Mutin qui, en 1980, écrit: "c'est moins la dotation des investissements agricoles qui est à mettre en cause que les distorsions et concurrences de tous ordres qui se sont développés aux dépens du monde rural" (Mutin, 1980: 63). Remise en cause que Hélène Delorme (1981: 6) formule ainsi: "le déficit alimentaire apparaît comme un des leviers privilégiés que la rente pétrolière a permis à l'Etat d'utiliser pour faire coïncider le projet de développement avec son propre renforcement."

Il est sans doute excessif de caractériser le fonctionnement de l'Etat par son rôle de pourvoyeur, ce qui expliquerait le manque de motivation des paysans à produire (Burgat, 1982) ou de le réduire à un Etat "baïlek", c'est-à-dire "celui qui n'appartient à personne et qu'il convient de «voler» suivant

la clientèle auquel le citoyen a la chance d'appartenir" (Gourdon, 1979: 117). Cette formulation de Delorme a au moins l'intérêt de sortir les rapports villes/campagnes de l'ornière de la division du travail.

L'investissement du territoire

L'Etat moderne mexicain se constitue sur la base de la production de la population et de ses coefficients multiplicatifs. Il le fait en multipliant ce qui est apparemment le moins multipliable: la terre[5]. Si 1940 sert de base indiciaire, les hectares cultivés s'élèvent à l'indice 145 en 1950, 205 en 1960, 254 en 1970 et 285 en 1980. En valeur constante, la production s'est multipliée par 6 (indice 689) durant la période 1940-80 et la population par 2.5 (indice 243). L'extension de ces terres a été rendue possible par de vastes travaux d'irrigation surtout concentrés au Nord-Ouest (Basse Californie, Sonora, Sinaloa) mais également au Centre (Michoacán et Tamaulipas). Ces opérations étaient largement aux mains de grandes entreprises commerciales, surtout à partir de 1940. On a pu parler de détournement de la réforme agraire, de néo-latifundisme (Gutelman, 1971). On assiste aussi à une redistribution de terres, généralement non exploitées auparavant, dans les régions du Centre (México, Michoacán, Puebla) et du Sud (Oaxaca, Veracruz), tandis que de nouvelles terres sont ouvertes grâce au déboisement dans le Sud-Est (notamment Chiapas).

Ces cinquante dernières années, les Mexicains connurent deux grandes mobilisations: dans les campagnes puis dans les villes. Nulle part ailleurs, la réforme agraire n'aura aussi profondément changé les rapports sociaux. Pendant trente ans, de nouveaux producteurs se sont organisés pour occuper des terres. Moins d'un demi-million en 1910, ils sont plus d'un million en 1930. Le mouvement s'accélère alors puisqu'ils sont près de deux millions et demi en 1940 et deux millions trois quarts en 1950 (Stavenhagen, 1971: 29). A partir de 1940, celui-ci s'enchaîne à un autre mouvement: l'occupation des villes. Jusqu'alors leur croissance avait été modérée: moins d'un million entre 1920 et 1940. De 1940 à 1950, un million et demi de personnes actives viennent grossir les villes, elles sont quatre millions de 1950 à 1970. Enfin, de 1970 à 1980, la population active urbaine mexicaine passe de 7.5 à près de 16 millions.

Ce qui a été pris pour une division du travail entre campagnes et villes apparaît en fait comme l'investissement successif de deux territoires. Et dans ce phénomène, le mouvement, plus que le territoire, importe, c'est lui qui donne sa signification à la production de population. Mais, ici, contrairement à ce qui se passe en Algérie, produire la population consiste bien à remplir l'itinéraire communautaire de passage de la campagne à la ville. Cet itinéraire va fournir un encadrement de la rente agricole, on le verra. Cet itinéraire étant parcouru, s'estompe ce qui apparaissait comme une livraison d'aliments des

campagnes à la ville - mais qui est en fait transfert d'excédent ou plutôt d'une contre-valeur, on le verra aussi - et devient visible le recours aux importations.

Il y a mouvement d'abord dans les campagnes. Le statut juridique de l'*ejido*, qui ne peut être vendu, enlève à la parcelle son caractère de territoire par rapport auquel s'instrumentalise la production de descendance. Sans doute, pour certains, ne fait-il qu'exacerber le désir d'être chefs d'exploitation privée. Entre 1930 et 1940, la croissance symétrique entre nombre d'*ejidatarios* et chefs d'exploitation privée est remarquable mais ceux-ci vont moins bien résister à la polarisation ultérieure et grossir en 1960 le contingent de salariés agricoles qui double à nouveau en passant de 1.389.000 à 3.273.000 en vingt ans.

Le mouvement qui conduit la population urbaine à croître de plus en plus (Vizgunova, 1978, 84; Alba Hernández, 1976: 62) ne résulte pas d'une simple expulsion des campagnes. Il consiste en un remodelage régional par rapport à l'espace. La concentration dans les aires métropolitaines de Guadalajara, Monterrey et, bien sûr, México (Muñoz, Oliveira, Stern, 1983: 21) se fait en contrepoint des mouvements transversaux de l'Ouest vers le Nord-Ouest, du Sud vers la région du Golfe et surtout de l'intérieur de celui-ci, avec le boom pétrolier, vers le Sud-Est (Corten, 1986, d). Le phénomène le plus remarquable est sans conteste la concentration autour de Mexico qui en ferait la deuxième ville la plus peuplée du monde[6] et la première des pays du Sud.

La mégalopole se constitue dans un premier temps à partir des migrants d'origine urbaine, dans un second temps à partir des migrants de régions rurales plus éloignées (Muñoz, Oliveira, Stern, 1983: 30). Dans cette constitution, aucune logique de grossissement - du bourg à la ville, de la ville à la métropole - n'est à l'oeuvre. Le marché des biens et l'échange entre produits agricoles et manufacturés ne règlent pas la division du travail et n'assignent pas à chacun sa place. En l'absence d'une régulation du flux des personnes et des marchandises surgit un entassement, un rapport dément à l'espace. L'entassement manifeste son caractère dément à travers le transport qui occupe de plus en plus de temps, qui mesure le temps selon un rythme rebelle à la mécanique de l'horloge, à la mécanique de la machine et de l'ordre productif. Cette masse critique (Virillo, 1984: 156), près d'imploser, ne peut cependant pas seulement être repérée comme un jalon dans le processus d'éviction de l'espace par le temps à travers l'instantanéité informatique, elle est aussi l'affirmation de la population comme nombre premier.

Le nombre exprime une sorte de socialisation immédiate et aveugle; s'il défie effectivement l'organisation de l'espace, il le fait en imposant le temps d'une périphérie infinie, c'est-à-dire d'une multitude qui n'est pas réunie dans ou par rapport à un centre. Contemporaine de l'instantanéité informatique, il ne se confond pas avec elle car il a son principe propre d'existence. Il se trouve dans la production de la population d'autant plus

"explosive" que les migrants sont jeunes et minimalement instruits, ils sont capables de contrôler les facteurs de mortalité mais ils ne sont pas encore engagés dans une dynamique d'instrumentalisation de la fécondité[7]. Il se trouve plus fondamentalement dans la violence ludique qui habite et fait la mégalopole et dont la production "explosive" de population est une expression.

Le nombre de la mégalopole se distingue du nombre des masses rassemblées dans les forteresses ouvrières et les manifestations de rue. Il se distingue aussi du nombre des vagabonds qui troublent l'ordre, parce que non classés, et que l'on tente d'enfermer (Dagognet, 1984). Dans la mégalopole, la violence du nombre, c'est sa prodigalité; c'est la dévalorisation, au moins symbolique, du monde des objets que la prodigalité implique. Dans cette prodigalité, le mimétisme qui constitue la forme première du désir est dépassé ou, pour reprendre la conception girardienne, posé comme sacré (Girard, 1972). Le sacrifice collectif qu'elle appelle, qui s'actualise dans les guerres dévoreuses d'hommes comme celle qui actuellement bouleverse et fonde à la fois l'Iran et l'Irak, est conjuré par le jeu.

Jeu qui dans les stades et dans les rues met en scène le nombre comme présence nue. Dans cette situation, le vandalisme n'est pas d'abord l'effet du rassemblement - de la foule -, il est au contraire l'expression, dans la vie de tous les jours, du fait que chaque individu appartient au nombre. Ce vandalisme, qui marque si lourdement le regard de l'homme du Nord sur des villes comme Alger et Mexico, indique une forme de circulation des objets surbordonnée au nombre. Dans cette forme de circulation se définissent des objectivations sociales qui constituent la population indépendamment du rassemblement, contrairement à ce qui se passe ou de l'image que l'on se fait de la formation du prolétariat classique; le rassemblement, dans ce cas, est le lieu où se formule la demande pour des objets posés dans un circuit fermé de marchandises. En revanche, la ville, dans les sociétés étudiées, porte cet aspect d'immédiateté du besoin social et élargit le champ où s'objective la production de la descendance.

Notes

[1] Ageron poursuit: "L'histoire de l'Algérie ne pourrait plus reposer, comme on l'avait cru depuis un siècle, sur l'enracinement d'une population paysanne européenne toujours plus nombreuse".

[2] "Rétrospectivement, on a pu estimer que la loi de 1889 avait créé 160.000 à 170.000 citoyens français en trente ans", Ageron, 1979: 120. En 1898, on estimait déjà que sur 384.000 Français, 140.000 étaient nés en Algérie, 135.000 étaient venus de France et 109.000 étaient naturalisés.

[3] Voir l'analyse que propose Jean Leca (1983) de l'évolution de l'image de ces rapports.

[4] Moyenne de superficie = 4 HA.

[5] Selon R. Stavenhagen (1971: 28), les terres de labour passent entre 1930 et 1960 de 14.5 à 23.8 millions d'HA, cette augmentation se produit surtout entre 1940 et 1960. Les terres irriguées augmentent de 100% entre 1930 et 1960, passant de 1.7 à 3.4 millions d'HA, cette augmentation-ci survient surtout entre 1950 et 1960. Le nombre d'hectares de labour par personne occupée dans l'agriculture ne varie pas: il est de 0.4 HA en 1930, 3.9 en 1940, 4.3 en 1950, 3.9 en 1960.

[6] Les estimations restent imprécises si l'on prend les sources des Nations Unies, *Annuaire Démographique*, 1983. Les données fournies sont les suivantes: New York (1980): 16.1 millions; Tokyo (1980): 11.7; Los Angeles (1980): 11.5; Mexico (1979): 14.8; Shanghaï (1970): 10.8; Calcutta (1981): 9.2: Seoul (1980): 8.4; Pekin (1970): 7.6; Sao Paulo (1980): 7.0.

[7] Selon les estimations relatives à la période 1960-70, l'accroissement naturel de la population de la capitale, qui représente 48% de l'accroissement total, est dû pour 52% à la descendance des générations antérieures d'immigrants; l'apport direct et indirect de l'immigration représente 70% de son expansion démographique (Muñoz, Oliveira, Stern, 1983: 22).

Chapitre 4

Un fonds des salaires

L'Algérie et le Mexique ont connu une croissance économique et industrielle beaucoup plus rapide que la croissance de la population. Cet écart substantiel permet de ranger ces deux pays dans la catégorie des Nouveaux Pays Industriels. Mais, contrairement à d'autres pays qui font également partie de cette catégorie comme le Brésil ou la Corée du Sud, la croissance de la production matérielle n'entraîne pas une chute du taux d'accroissement de la population[1]. C'est l'"anomalie" relevée, notamment, par les analystes de la Banque Mondiale. La stabilité des revenus réels des couches de salariés subalternes (au moins jusqu'à la crise au Mexique) constitue une autre différence. Cette stabilité qui reflète la solvabilité politique de la demande alimentaire distingue nettement l'Algérie et le Mexique du Brésil considéré comme exemple du fordisme périphérique, d'une part, et, d'autre part des pays du fordisme central[2]. Ceci n'est évidemment pas sans rapport avec l'"anomalie" observée.

Un revenu fixe

L'augmentation bien plus rapide de la production des biens que de la production de la population est incontestable tant en Algérie qu'au Mexique. En Algérie, elle est certes assez lente entre 1960 et 1970. Le PIB per capita augmente annuellement de 1.9% en moyenne, mais, de 1970 à 1982, il croît

de 3.5% par an. Au Mexique, il augmente respectivement de 4.3 et 3.4%. Dans les pays industrialisés à économie de marché, les augmentations sont de 4.0 et 2.1%. Les taux sont encore plus remarquables quand ils concernent le secteur manufacturier: Algérie, hausse de 5.4 et 7.8%, Mexique, de 6.8 et 3.8%, pays industrialisés, 4.8 et 1.7% (B.M., 1984).

Une autre différence, majeure, avec les pays industrialisés, doit être prise en compte. Aussi bien en Algérie qu'au Mexique, durant la dernière décennie, la hausse annuelle des salaires est inférieure à 1% (au Mexique, elle était de 2.5% entre 1960 et 1970) alors qu'en France, par exemple, le salaire réel augmente annuellement de 4.6% entre 1960 et 1973 et de 4% de 1973 à 1980 (Aglietta, Brender, 1984: 86). Cette différence est majeure en ce qu'elle distingue ces pays des pays où le fordisme s'est imposé, des pays de sociétés salariales. Sans doute la majorité de la population active est-elle salariée en Algérie comme au Mexique mais le salaire y fonctionne comme revenu et non comme capital.

Le salaire y apparaît comme un revenu fixe indépendant du travail et de la productivité. Au niveau global, il apparaît comme un fonds. Les économistes classiques voyaient le fonds des salaires[3] sous la forme d'un stock de blé ou de biens de subsistance; ce stock, selon certains, devait être partagé, divisé; il réglait la taille de la population. Le terme de stock désigne bien l'extériorité par rapport à la population. Mais ce stock, tout en étant alimentaire, n'est pas d'abord un stock physiquement constitué, il est la capacité sociale de préserver une part de la production sociale.

L'extériorité ne résulte pas de ce que les patrons feraient une avance par rapport à un travail dont la valeur ne s'est pas encore réalisée, comme le pensaient les classiques. Cette hypothèse de l'avance, bien que critiquée par Marx, renvoie à deux phénomènes bien précis. D'abord, à la virtualité que les objets se dressent face à la population. Sur cette virtualité repose la structuration de l'Etat nourricier, nous y reviendrons. Cette virtualité menace continuellement la production de population comme besoin immédiatement social, elle fait dès lors de la prolétarisation l'autre face de la structuration de l'Etat. Cette hypothèse renvoie ensuite aux revenus qui n'auraient pas de contrepartie exacte en termes de travail valorisé en capital. Ce second phénomène s'éclaire dans l'analyse de la rente et de la population qui est faite dans la partie suivante.

Il faut dès maintenant relever cependant la relation entre ce phénomène de revenus sans contrepartie exacte et le gonflement du nombre de personnes occupées, tel qu'observé au moins durant la dernière décennie dans les deux pays, qui se traduit par une baisse ou, au moins, une stagnation de la productivité alors que l'accumulation du capital fixe n'a pas cessé de croître. Il faut aussi relever la transformation de la notion même de salaire familial dès lors qu'il y a plus d'un apport par famille. Cela nous amène à parler de fonds familial des salaires, encore que ce fonds familial ne soit généralement pas marqué par l'extériorité. La part décroissante de la masse salariale populaire va caractériser la place d'autres groupes sociaux dans les

processus de formation de classes. Cette caractérisation est très différente en Algérie et au Mexique.

La part décroissante de la masse salariale

Le caractère fixe du fonds se présente face à la production: le fonds ne dépend pas de la production. De même; au niveau de la famille, il n'est pas un multiple du nombre d'apports. Par contre, il ne règle pas la taille de la population, il varie avec elle, il varie même avec la population active. Le fonds des salaires, ainsi défini, représente une part décroissante de la masse salariale.

En Algérie, la part décroissante de la masse salariale est directement visible dans les statistiques globales sur les rémunérations des salariés. Représentant 34.9% du PIB en 1967 (*Comptes économiques*, 1980: 20-21), cette masse salariale n'en représente plus que 28.3% en 1980 (*ASA*, 1981: 385). Cette baisse suit celle de la consommation individuelle des ménages qui passe de 68.3 à 47.1% du PIB entre ces deux dates et elle résulte de la hausse de la formation brutale du capital fixe qui de 23.3% devient 38.7%. Le fonctionnement du fonds des salaires en tant que grandeur déterminée par le nombre de la population rend ainsi compte de la place occupée par une couche de technocrates qui immobilise une partie des revenus dans un modèle supertechnologiste dans lequel le stock de machines ne fonctionne, pas plus que les salaires, comme capital (Palloix, 1980).

Au Mexique, la part des rémunérations salariées croît. Elle représente 31.0% du PIB en 1960, 35.0% en 1970, 36.0% en 1980 (Soria Murillo, 1983: 53). Cette augmentation peut être imputée à la salarisation et à la croissance des couches moyennes. En 1960, les salariés, c'est-à-dire les deux tiers de la population active, ont des revenus qui ne représentent que 40.7% de la demande finale des ménages. En 1970, les salariés, proportionnellement aussi importants, ont des revenus qui correspondent à 48.6% de la demande finale. En 1980, à 58.2% (SPP, 1983: 345). En procédant à une rectification qui consiste à retrancher de l'ensemble des salariés les professionnels et les cadres supérieurs (la proportion de ces derniers dans la population active passe de 4.4% en 1960 à 10.3% en 1979), on peut estimer grossièrement[4] que la population salariée populaire représentait 60% de la population active et touchait 25% des revenus totaux en 1960. En 1970 comme en 1979, cette population représentait environ 54% de la population active et elle touchait 20% des revenus.

Le fonctionnement du fonds des salaires accorde donc une place importante aux couches moyennes. Celles-ci constituent, si aux appointés on ajoute la petite-bourgeoisie traditionnelle, un marché couvrant environ la moitié de la demande finale des ménages. Ce marché, auquel participent aussi certaines couches privilégiées d'ouvriers des entreprises d'Etat, des

entreprises multinationales et d'employés subalternes de l'administration - elles touchent en moyenne deux fois le salaire minimum et représentent le quart des salariés autres que les professionnels et les cadres supérieurs -, donne au Mexique une allure de société de fordisme périphérique dans la mesure où il s'agit d'un marché de biens durables et d'un marché assez large en raison même de la taille du pays. On peut le chiffrer à une vingtaine de millions de personnes.

Production de la population et reproduction de la force de travail

De la même façon que la constitution d'un stock de machines n'équivaut pas en Algérie à un processus d'accumulation de capital, au Mexique, le marché de couches moyennes, qui ouvre effectivement des débouchés à une production manufacturière en expansion, ne constitue pas un cadre de développement d'une société salariale au sens strict (Boyer, 1981; Aglietta, Brender, 1984). Y font défaut des mécanismes de généralisation des processus de reproduction de la force de travail[5]. Les couches moyennes, auxquelles sont adossées ou qui s'adossent à certaines couches privilégiées d'ouvriers, servent objectivement de dispositifs de stabilisation du fonds des salaires. Ce sont les conditions de constitution de ce fonds - à la fois comme extériorité et comme expression de la population - qui déterminent le cadre de formation des classes et en l'occurence, si le concept doit être retenu, celui du prolétariat.

En Algérie, on accumule des machines. Au Mexique, on consomme, dans les couches moyennes, des biens multipliables. Cela devient aussi le cas en Algérie. Ni cette accumulation, ni ce mode de réalisation des marchandises (apparenté à ce que l'on appelle le fordisme périphérique) ne constituent des facteurs de *régulation* de la société. Ils permettent de distraire à chaque cycle tout ce qui pourrait perturber le fonctionnement du modèle de reproduction simple que constitue le fonds des salaires. Et ce sont ces rapports que représente ce fonds - les rapports de production de la population - qui règlent en définitive l'accumulation comme le mode de réalisation.

Parler de production de la population plutôt que de reproduction de la force de travail n'est pas une formulation plus générale - et à la limite plus pauvre - pour désigner la même chose. La reproduction de la force de travail suppose qu'un excédent soit non seulement tiré de l'usage de la force de travail mais qu'il puisse être réinjecté pour rendre cet usage plus homogène et plus productif d'excédent. L'excédent retrouve spontanément sa place - une fois "réalisé" - dans le lieu qui l'a produit. La reproduction de la force de travail dans son aspect le plus fondamental n'est donc pas simplement un mode de production de biens de consommation nécessaire à la survie des travailleurs dans des modalités historiquement et moralement déterminées,

elle est le circuit incessant de transformation du travail mort en travail vivant et la transformation de marchandises en argent fondée sur une dépense totalement interchangeable d'énergie humaine. C'est l'uniformisation, notamment par la machine, du temps de travail qui constitue le circuit capitaliste: dépense de travail, réalisation de la marchandise en argent, accumulation.

La production de la population fait apparaître un excédent mais elle ne l'engendre pas. On verra dans la 2e partie, au terme d'une analyse des cycles de la *rente*, que cet excédent est l'équivalent, la contre-valeur, d'une dégradation des ressources naturelles induite par un système mondial de multiplication indéfinie d'objets. Dans la mesure où cet excédent n'est pas tiré de la production de la population, il ne peut y être réinséré. Cela supposerait d'ailleurs que la population fonctionne comme simple multiple. Il ne peut être réinséré, il doit donc en être soustrait, en être distrait.

Sans doute, tout comme la force de travail, la population doit-elle être "reproduite", si l'on veut utiliser ce mot. Mais dans le cas de l'analyse en termes de force de travail, cette reproduction se fait dans le circuit de transformation des valeurs, elle se confond avec lui et s'identifie, du moins en principe[6], avec les mécanismes centraux de reproduction de la société, alors que dans le cas de l'analyse en termes de production de la population, la reproduction peut se détacher du système des besoins et former une demande constituante de l'Etat.

Dans le premier cas, il n'y a pas de raison de parler de *fonds des salaires* et la notion est effectivement devenue désuète; dans le second cas, dans le même temps que la population elle-même détermine la grandeur première, elle peut, à travers les processus de prolétarisation, se poser comme extérieure à elle-même dans un *fonds* destiné à la "reproduire".

Dans la production matérielle des biens de ce fonds interviennent des processus homogénéisés de production et s'y dépensent des énergies humaines mais les uns et les autres fonctionnent comme segments, c'est-à-dire qu'ils ne se généralisent pas dans une norme uniforme. Le milieu urbain, dans son caractère "dément" d'entassement et sa loi du transport comme mesure du temps, absorbe à sa manière ces segments, de même que, dans chaque famille, chacun a un "emploi" pour tirer un revenu sans entrer dans le savoir d'un travailleur collectif (voir 3e partie, chapitre 3). Mais la diversité des statuts des salariés est-elle incompatible avec l'émergence d'un *rapport salarial* dominant? Non, répondent les théoriciens de la régulation (Boyer, 1981). Selon eux, ceux-ci sont précisément articulés dans un schéma d'accumulation, c'est-à-dire dans une forme de régulation d'ensemble. Or, la caractéristique des sociétés étudiées consiste en ce que le schéma d'accumulation et de réalisation a été distrait des formes de régulation d'ensemble[7] et en ce que la régulation s'y fonde en partie sur cette soustraction. L'étude de la rente et de ses cycles nous engage maintenant dans un approfondissement de cette question.

Notes

[1] Taux annuel moyen d'accroissement de la population 1970-82: Algérie, 3.1; Mexique, 3.0; Brésil, 2.4; Corée du Sud, 1.7; Singapour, 1.5; Hong Kong, 2.4. (B.M., 1984).

[2] Lipietz (1985: 74) définit le fordisme périphérique de la manière suivante: "Il s'agit d'un authentique fordisme, avec une véritable mécanisation, et un couplage de l'accumulation intensive et de la croissance des débouchés du côté des biens de consommation durables. Mais il reste périphérique en ce sens, tout d'abord, que dans les circuits mondiaux des branches productives, les postes de travail et les productions correspondant aux niveaux de la fabrication qualifiée et surtout de l'ingénierie restent largement extérieurs à ces pays. D'autre part, les débouchés correspondent à une combinaison spécifique de la consommation des classes moyennes modernes locales, avec un accès partiel des ouvriers du secteur fordiste aux biens d'équipement des ménages, et des exportations vers le centre de ces mêmes produits manufacturés à bas prix. Ainsi, la croissance de la demande sociale (qui est une demande sociale *mondiale*), pour les biens durables des ménages notamment, est certes anticipée, mais elle n'est pas institutionnellement régulée sur une base nationale en fonction des gains de productivité des branches fordistes *locales*."

[3] Cette conception que l'on retrouve chez la plupart des économistes classiques a surtout été développée par J.S. Mill dans *Principles* (1848) et J.R. Mc Cullock dans *Essay on Wages* (1826).

[4] L'estimation est basée sur le fait que les professionnels et cadres supérieurs touchent 3 fois le salaire populaire urbain et 6 fois le salaire populaire rural. Ceci est globalement vérifié par les enquêtes de distribution de revenus. Une rectification de même type fournirait pour l'Algérie les chiffres suivants: en 1966-67, les 57% de salariés (non cadres ni techniciens) touchaient 29% des revenus, en 1977-80, les 64% de salariés subalternes toucheraient 22% des revenus. Notons qu'en Algérie, les rémunérations salariales, sous l'effet de la consommation des couches moyennes salariées, correspondent à une part croissante de la demande finale des ménages: 51.1% en 1967, 60% en 1980.

[5] Ce point qui est explicité imédiatement et développé au niveau des processus de prolétarisation dans la 3e partie est traité dans Corten, 1986, b.

[6] Toute la problématique sur le travail domestique explore justement ce caractère tronqué de l'identification. Voir, notamment, Dallacosta, James, 1973.

[7] Simple différence d'approche du modèle excluant du fordisme périphérique dans laquelle le regard serait braqué sur les exclus? Non et cela marque certainement une différence considérable avec le Brésil du "miracle économique" et des militaires. Il n'en est pas de même pour le Mexique ni pour l'Algérie et ce sont sur ces différences de fait que repose aussi la différence d'approche. Au Brésil, les deux quintiles moyens pauvres de la population voient leur part de revenus réduite de façon drastique de 19 à 14% entre 1960 et 1972. Au Mexique, elle se maintient au contraire à 18-19% de 1963 à 1977 (Lambert, 1984, 251 et B.M., 1984). Ces différences justifient l'attention accordée dans notre étude sur cette moitié de la population placée entre les 20% les plus pauvres et les 30% les plus riches, attention qui se détourne aussi des phénomènes de polarisation. Mais il n'y va pas seulement de ces différences de fait. Dans le cas du Brésil, la preuve de l'accumulation intensive - qui fonde la thèse du fordisme périphérique - n'est pas faite. L'accroissement de la productivité par travailleur est faible: de 2% entre 1960 et 1970 et de 1% entre 1970 et 1980.

PARTIE II

POPULATION ET RENTE

INTRODUCTION

La production de la population n'est pas naturelle. A l'heure de la biotechnologie, c'est patent. Encore que les questions soulevées le sont dans une médiation abstraite, et jusqu'à présent largement imaginaire, entre l'individu et la technologie. D'un point de vue macroscopique, le caractère social de la production de la population a été relevé depuis longtemps et identifié dans la littérature spécialisée par le terme de surpopulation. Pour bien souligner ce caractère social, on parle de surpopulation *relative*. Il n'y a pas surpopulation en soi, elle est relative à un certain mode d'organisation sociale, elle l'est par rapport à quelque chose de nécessaire à ce mode: à la force de travail consommée par le capital[1]. La boucle est bouclée lorsque l'on parle du caractère également nécessaire de la surpopulation sous la forme d'une armée de réserve[2]. Boucle mal bouclée pourtant en raison de sa fragilité - fragilité du concept de force de travail nécessaire[3] - ou boucle qui éclate en raison de la démesure de la réserve[4]. Cette question encombre la littérature depuis au moins deux décennies (pour le Mexique, voir J. D. Cockcroft, 1986).

Est-il indispensable, pour considérer la production de la population comme phénomène social, de parler de surpopulation relative? Pourquoi faut-il que la production de la population soit relative à autre chose, soit sociale par sa mesure? Cette question avancée dans la première partie trouve un nouveau terrain d'analyse lorsque l'on étudie la réalité de la rente qui joue, dans les deux pays étudiés, un rôle majeur: rente pétrolière et, du moins dans le cas du Mexique, rente agricole. La rente apparaît comme une sorte d'irrégularité dans la mesure, elle apparaît comme une sorte d'irrégularité de la valeur. En fait, c'est ce que tentera de montrer cette partie: la population comme la rente échappe à une théorie de la valeur. Sur ce plan, une relation sociale essentielle s'établit entre ces deux phénomènes qui se ressemblent en ce que tous deux paraissent procéder de la nature. Cette relation sociale détermine le cadre original de la prolétarisation dans ces sociétés, prolétarisation qui fera l'objet de la troisième partie.

Mais reprenons les choses à leur point de départ et, peut-être, un peu naïvement. D'entrée de jeu, se posent deux questions. Si, dans ces deux sociétés, la population n'est pas relative aux besoins de l'accumulation du capital, ne l'est-elle pas à la rente? Très concrètement, ce sont les recettes de la rente qui permettent, grâce aux importations croissantes, que soit nourrie la population. D'où la thèse d'un nouveau type d'Etat providence, un Etat

providence pour pauvres[5]. Par ailleurs, la rente ne constitue-t-elle pas une sorte de mesure sociale des ressources naturelles? Cette mesure fait de la rente quelque chose de *relatif* à autre chose. N'est-ce pas, en l'occurence, à la population? Dans l'imaginaire social, il existe bien une espèce d'adéquation entre prolifération de la population et parasitisme de la rente. Elle est présente, par exemple, dans cette idée des autorités algériennes selon laquelle des allocations familiales décentes inciteraient des pères "irresponsables" à une progéniture exubérante[6]. Elle est présente dans des thèses plus générales selon lesquelles la rente entretiendrait la tentation d'acheter la paix sociale par le bien-être (M. Chatelus, 1976; P. Vieille, 1984) et pousserait les gouvernements à l'irresponsabilité.

En fait, jusqu'au premier choc pétrolier, l'adéquation entre parasitisme de la rente et prolifération de la population avait été refoulée. Depuis quelque temps, l'euthanasie des rentiers[7] était un principe admis, de même que la limitation des naissances. Quel désordre représente donc le choc de 1973 coïncidant pratiquement avec les cris d'alarme de la conférence de Bucarest sur la population! Les mythes fondateurs de notre société s'en trouvaient sérieusement ébranlés. Et quel soulagement de voir le prix réel du pétrole revenir aujourd'hui à un niveau à peine supérieur à celui de 1973[8].

Notes

[1] "Nous l'appelons «relative», dit Marx dans la septième section du Livre I du *Capital*, à l'encontre des docteurs ès population, parce qu'elle provient non d'un accroissement positif de la population ouvrière qui dépasserait les limites de la richesse en voie d'accumulation, mais au contraire, d'un accroissement accéléré du capital social qui lui permet de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses manoeuvriers".

[2] Encore que Marx admette que le dernier résidu de la surpopulation relative - l'enfer du paupérisme - soit un poids mort de la réserve. Mais, ajoute-t-il, "il entre dans les faux frais de la production capitaliste".

[3] D'un côté, les questionnements autour de la valeur de la force de travail, tels ceux de B. Lautier et R. Tortajada (1978) ou, d'un autre, les développements sur la surexploitation, avec R.M. Marini (1973). Voir aussi A. Corten (1985).

[4] Voir à ce sujet l'article souvent cité de J. Nún (1969). On essaie donc de distinguer le concept de surpopulation relative et celui d'armée de réserve. Voir, par exemple, I. Duarte (1980).

[5] Pour l'Arabie Saoudite, on a parlé d'Etat providence complet dans la mesure où "la santé et l'enseignement y sont complètement gratuits, des subventions très importantes sont accordées aux services publics" (M. Field, cité dans C. Ominani, 1986).

[6] En 1978, un texte gouvernemental présenté à l'Assemblée Populaire Nationale visait à supprimer purement et simplement les allocations familiales. A ce

moment, les députés repoussèrent cette mesure jusqu'à la mise en place d'un "fonds de l'enfance" prévu par la Charte Nationale (voir M.-Bl.Tahon, 1979: 101).

[7] Cette expression de Keynes, évidemment détournée de son sens premier, désigne la diminution de l'importance de la rente foncière telle qu'elle a été démontrée dans des études sur la France et l'Angleterre mais qui ne se vérifie par contre pas dans le cas de l'Argentine (G. Flichman, 1977).

[8] En se fixant en juillet 1986 au-dessous de 10 dollars le baril, le prix réel du pétrole était quasiment au même niveau qu'en 1973 (8.9 dollars en dollars de 1986). Les pays de l'OPEP réunis à Vienne du 9 au 14 décembre 1987 s'entendent pour défendre le prix moyen de 18 dollars. Entretemps, le dollar s'est déprécié de près de 60% par rapport aux autres devises.

Chapitre 1

La rente: une contre-valeur

La théorie de la rente prend forme avec Ricardo. Son analyse, inspirée de celle de Malthus, établit un rapport direct entre rente et population[1]. La croissance de la population, en augmentant le nombre de bouches à nourrir, oblige à reculer continuellement la frontière des terres à cultiver. La culture de terres moins fertiles fait apparaître une rente sur les autres terres, une *rente différentielle* [2] qui dépend de leur degré de fertilité. L'accroissement continu de la rente menace le capitalisme en stagnation.

L'intuition d'un rapport entre rente et population

L'intuition de Ricardo d'un rapport entre rente et population mérite d'être approfondie même si ses thèses ont été critiquées et sont empiriquement et théoriquement critiquables. En formulant le concept de *rente absolue*, Marx tente d'enlever à l'analyse son caractère naturaliste[3]. Il va l'orienter vers une interprétation en termes de travail[4] qui ne s'avère pourtant pas plus satisfaisante ni empiriquement, ni théoriquement. Pour Marx, la rente procède des entraves mises à l'investissement des capitaux

dans le secteur agricole. Celles-ci résultent de la propriété foncière. Supposant plus élevées la composition du travail vivant et donc la part de plus-value dans l'agriculture que dans les autres secteurs, Marx considère que les entraves de la propriété empêchent le transfert du surcroît de plus-value par rapport au profit moyen vers d'autres secteurs comme cela se passe entre branches industrielles. Ce surcroît est accaparé par le propriétaire foncier, il existe même sur les moins bonnes terres[5]. Sur les meilleures, à la plus-value absolue s'ajoute la rente différentielle. Selon Marx, cette dernière ne relève pas nécessairement de la fertilité, elle peut provenir de l'utilisation de techniques plus productives.

Empiriquement, la thèse marxienne devient contestable dès lors que la composition en travail vivant n'est pas plus élevée dans l'agriculture. Kautsky (1970) le relève déjà. Divers travaux récents le confirment (Flichman, 1977). Cette thèse s'avère particulièrement impuissante à expliquer la rente pétrolière. Tout le monde s'accorde à considérer que la composition en travail vivant dans le secteur pétrolier est très faible (Angelier, 1976). Ainsi, en Algérie, la production pétrolière fournit 51.097,2 millions de DA de la production intérieure brute (36.75%) en 1980 alors que le secteur des hydrocarbures emploie 40.000 personnes (11.1% de l'emploi industriel salarié).

Théoriquement, la thèse marxienne est critiquable dans la mesure où sont comparées avec les mêmes concepts des activités différentes: activités agricoles et activités industrielles. Les concepts de travail et de composition organique sont utilisés de façon identique sur la base du postulat qu'on analyse l'agriculture dans le cadre du capitalisme. C'est à partir de différences simplement quantitatives que l'on prétend alors rendre compte de la rente (Rey, 1973; Postel-Vinay, 1974; Servolin, 1972. On trouve le même type de vice de forme dans le raisonnement d'Emmanuel, 1969).

Les travaux récents sur la rente pétrolière sont amenés à s'appuyer sur une troisième catégorie conceptuelle de rente, déjà distinguée aussi par Marx: la *rente de monopole* [6]. Elle résulte du fait que certaines terres ou certains gisements ne sont pas cultivées ou exploités alors qu'ils pourraient l'être au prix du marché. En conséquence, le prix est maintenu au-dessus de la valeur. Dans le cas du pétrole, le capital s'approprie une rente qui vient s'ajouter aux royalties qu'il paie au propriétaire du gisement (Chevalier, 1975; Angelier, 1976). Intervient ici un élément nouveau. Alors que le fermier, suppose-t-on, s'engage à rendre la terre aussi fertile qu'il l'a trouvée, une société minière ne le peut. Elle doit donc payer au propriétaire une redevance proportionnelle à l'épuisement de la mine. Cette redevance peut être évaluée à partir du coût de reconstitution du gisement, soit la découverte d'un gisement d'une quantité égale à celui qui est exploité. La rente de monopole que s'octroie le capital doit lui permettre de reconstituer le gisement d'une autre façon, par exemple par la mise au point de sources alternatives d'énergie et plus généralement par la production de *substituts*[7]. Ainsi, alors qu'avant la

crise pétrolière le coût du pétrole était fixé sur la base de la non-mise en exploitation des gisements américains (Bravo, 1973), ce coût va, par la suite, être fixé à partir d'une estimation du coût de mise en exploitation de l'énergie nucléaire (d'autres sources étant sciemment négligées).

Revenons maintenant à la terre et à l'argumentation de Ricardo. Il s'est empiriquement trompé en croyant que les nouvelles terres mises en culture étaient nécessairement moins fertiles. L'avancée de la frontière agricole devait donc être plus accélérée que la croissance de la population. L'expérience des vingt dernières années montre le contraire. L'augmentation de la production agricole dans les pays du Sud - au demeurant importante mais proportionnelle à la population - ne résulte de l'extension des terres que pour un cinquième (Banque Mondiale, 1984: 102). Le Mexique constitue une exception relative avec une ouverture beaucoup plus importante de la frontière agricole[8]. Le cas mexicain ne va pas pour autant dans le sens des thèses ricardiennes: les nouvelles terres du Nord et du Centre-Nord ont les rendements les plus élevés.

Rente et déprédation

Ricardo sous-estimait la puissance du capitalisme, sa capacité de bouleverser les conditions de production dans l'agriculture. Sa capacité de soumettre l'agriculture aux règles d'un système de production d'objets indéfiniment multipliables. Ricardo, on l'a dit, était un pessimiste. Il avait pourtant indirectement raison. Si le système capitaliste se caractérise par cette capacité de multiplier de façon indéfinie les objets, il est aussi un système déprédatoire[9]. Il épuise les ressources naturelles. Ce bouleversement des conditions écologiques résulte de trois facteurs principaux que l'on peut sommairement énumérer ainsi: 1) la mise en exploitation moderne à grande échelle des terres par des travaux de déboisement et d'irrigation affecte l'ensemble de l'environnement; 2) la relégation des paysans sur des terres souvent montagneuses et l'imposition qui leur est faite d'utiliser des techniques modernes accélèrent les processus d'érosion; 3) l'espace agricole est subordonné à des usages urbains ou industriels. Les sécheresses répétées qui résultent de ce bouleversement ainsi que les phénomènes de désertification et de pollution débordent largement les champs d'exploitation, ils débordent les frontières. La supposition selon laquelle le fermier s'engage à rendre la terre en l'état de fertilité trouvé n'a dès lors aucun sens précis et la distinction traditionnellement opérée entre l'usage d'une terre et l'exploitation d'un gisement perd sa pertinence.

La rente peut être définie comme la *contre-valeur* correspondant à l'épuisement des ressources naturelles. Elle présente deux caractères contradictoires. D'une part, elle suppose réunies les conditions pour permettre une multiplication indéfinie des objets, en cherchant éventuellement

des objets substituables. D'autre part, elle est, à une échelle différente - temporelle (moyen ou long terme) et/ou spatiale -, épuisement de ces conditions. Elle est à la fois *reproduction* des conditions de production et *décapitalisation*. Ainsi conçue, la rente ne constitue pas une forme résiduelle d'un ordre ancien. Elle apparaît au contraire avec force au moment où le système de multiplication indéfinie d'objets atteint son apogée (ou entre en crise?). Elle apparaît sous forme de rente pétrolière ou gazière. Cette apparition ne relève pourtant d'aucune nécessité. Aucun caractère nécessaire quant au site de l'apparition (rente pétrolière, agricole, minérale, etc.), nous le verrons, mais même aucun caractère nécessaire dans l'apparition elle-même. L'épuisement des ressources est littéralement une anti-valeur.

Notes

[1] Il y a en fait une influence réciproque entre Malthus et Ricardo. Il est d'ailleurs intéressant de relever que l'un et l'autre traitent de la rente après un long chapitre sur la valeur dans deux ouvrages qui ont pratiquement le même titre. Publiés par Ricardo en 1817 et par Malthus en 1820. Mais c'est l'*Essai sur le principe de population*, paru en 1798, qui lance le débat fondamental sur la relation entre population et rente.

[2] Notons que plusieurs historiens des doctrines voient dans cette théorie de la *rente différentielle*, clarifiée par Ricardo dans *Principes de l'Economie Politique et de l'impôt* (1817), le fondement de la théorie marginaliste.

[3] Malthus, bien plus que Ricardo, a cette conception naturaliste, sous l'influence des physiocrates sans doute, mais n'est-il pas mû aussi par une influence religieuse lorsqu'il écrit: "il faut regarder la rente comme l'effet naturel d'une qualité attachée par Dieu à la terre; comme un don précieux fait à l'homme, qualité qui donne à la terre le pouvoir de faire subsister plus de personnes qu'il n'en faut pour la cultiver"? (Malthus, 1820: 111). Marx distingue de la rente différentielle la rente absolue qui apparaît même sur la plus mauvaise terre dès qu'elle est mise en culture. "*C'est la propriété foncière elle-même qui a produit de la rente*", dit Marx (1894, T. 3: 140), opposant la rente absolue à la rente différentielle où il n'y a qu'un simple transfert du capitaliste au propriétaire. "La propriété purement juridique de la terre ne procure pas de la rente foncière au propriétaire, mais elle lui confère le pouvoir de ne pas exploiter sa terre tant que les conditions économiques ne permettent point une mise en valeur qui lui rapporte un excédent" (1894: 141).

[4] "Toute rente foncière est... le produit de sur-travail" (Marx, 1894: 26).

[5] Il revient à Pierre-Philippe Rey d'avoir ranimé l'intérêt pour la théorie marxiste de la rente et notamment pour le concept de rente absolue (P. Ph. Rey, 1973).

[6] Malthus (1820: 104-5) déjà envisage d'analyser la rente en termes de monopole mais l'explication ne lui paraît pas suffisante. Marx (1894: 148) se pose la question de savoir si la rente provient d'un prix de monopole ou si le prix de monopole provient de la rente. Avec Jean-Marie Chevalier (1973), l'analyse s'enrichit de la conception des rapports de forces.

[7] Pour Werrebrouck (1979), il n'y a pas de rente de monopole. Il s'agit de rentes différentielles évaluées à partir des sources alternatives d'énergie.

[8] La superficie cultivée au Mexique triple de 1940 à 1980. Voir Barkin, Suárez, 1982: 61.

[9] Voir Flichman (1977: 63-64). Marx était déjà très sensible à cet aspect de déprédation, voir Jean-Guy Vaillancourt (1985). D'un point de vue beaucoup plus générique, voir Serge Latouche (1986).

Chapitre 2

Le cycle d'apparition de la rente

Lorsqu'elle apparaît, la rente se présente sous la forme argent. La rente dont il est ici question est distincte de la rente en prestation qui - au moins en principe - peut être considérée initialement comme une forme de contribution au travail de conservation des ressources naturelles. La rente conçue au contraire comme *anti-valeur* apparaît sous la forme argent dans un cycle ou plus particulièrement à un des moments du cycle. Surgissement, transfert, rétention sont les trois moments du cycle. La distinction de ces moments permet de replacer différents arguments relatifs aux catégories classiques de la rente (rentes différentielles, rente absolue et rente de monopole) dans un contexte plus global.

Surgissement de la rente

La rente différentielle est la catégorie à travers laquelle a été implicitement abordée dans la littérature la question du surgissement de la rente. Elle permet de repérer un site correspondant à une ressource naturelle épuisable (ou, selon l'expression des économistes classiques, à rendements décroissants). La naturalité est ici l'aspect dominant de la représentation sociale de la contre-valeur. Pourtant la contre-valeur est loin d'être naturelle même à ce moment du cycle. Du point de vue international, rente

différentielle et rente de monopole ne se distinguent pas vraiment. Ce sont des positions de monopole qui règlent les substituts à partir desquels est calculée la rente différentielle. Ces positions étant, par exemple, moins fortes pour le gaz que pour le pétrole, on se souvient des difficultés rencontrées par l'Algérie pour vendre son gaz à un prix équivalent en thermie à celui du pétrole[1]. Du point de vue national, l'importance de la rente différentielle dépend de la capacité de certains groupes de protéger le marché. Ainsi de ceux qui produisent des biens vivriers dont le coût de production sur de moins bonnes terres est souvent supérieur aux prix internationaux. Sont décisifs pour le surgissement de la rente agricole non seulement le maintien de la différence de fertilité ou de productivité (Mommer, 1981) mais aussi, tant sur les terres productives que sur les terres moins productives, un certain nombre de dispositifs sociaux qui poussent les producteurs à accroître leur production. C'est ce qui s'est passé au Mexique[2]. En Algérie, les processus de transformation agraire ont pris un caractère très différent. Tant sur les bonnes terres des domaines autogérés que sur les moins bonnes accordées aux attributaires de la révolution agraire, la production agricole ne s'est pas accrue significativement[3]. Cela tient aux techniques culturales mais très certainement aussi au manque de motivations financières des agriculteurs.

La rente pétrolière chasse la rente agricole parce que l'importation de produits alimentaires en marginalisant les producteurs moins productifs fait disparaître la différence. Le phénomène trouve en Algérie un contexte d'autant plus favorable au déplacement du site de surgissement de la rente que les transformations agraires ont lieu tardivement alors que s'ouvre déjà la période pétrolière (Benachenhou, s.d.; Eftekhari, 1984).

Au Mexique, il intervient au moment où les terres les plus productives se transforment en terres d'élevage ou de culture pour l'élevage et quand la croissance de la production sur les terres moins productives commence à diminuer. La différence s'estompe dans la mesure où elle ne se rapporte plus à un même type de culture: les céréales pour la consommation humaine (Tirado, s.d.; Dumont, Mottin, 1981; Rudel, 1983). Dans le même temps, l'importation de produits alimentaires marginalise les producteurs moins productifs. Le programme SAM[4] ne parvient pas à rétablir la situation. Mais la période pétrolière étant plus tardive et concomitante à l'imminence d'une baisse des prix pétroliers, le déplacement du site de surgissement ne se fixe pas nettement[5]. En fait, durant la décennie 70, la rente comme contre-valeur revêt au Mexique une forme originale: les emprunts extérieurs. Le processus s'enclenche dès le début du sextennat de Luis Echevarría (1970-76)[6], soit avant la découverte des énormes gisements pétroliers. L'argent emprunté se compose de pétrodollars rendus disponibles par la crise dans les pays du Nord. Ce n'est sans doute pas l'aspect le plus important. L'emprunt se présente en principe comme une contre-valeur à une valeur future et non à une anti-valeur. Pourtant, dans la mesure où, n'étant pas destiné à être remboursé sur la base d'une accumulation, l'emprunt est l'équivalent d'une décapitalisation future s'il est finalement remboursé; s'il ne l'est pas, il est

une contre-valeur sans référence directe à une anti-valeur (Ominani, 1986: 119-152). Dans ce dernier cas, il illustre le caractère général de non-adéquation entre la rente comme contre-valeur et les phénomènes de déprédation. En effet, lorsque la rente surgit de la différence de qualité de gisement ou de fertilité, il n'y a pas adéquation entre elle et le coût de reproduction ou la décapitalisation. Si l'on voulait raisonner en termes de compensation, cela fonctionnerait plutôt de façon inverse. Ce serait sur les mauvaises terres ou sur les gisements les plus pauvres qu'il faudrait accorder une compensation. Mais s'il y avait véritable compensation, il n'y aurait pas décapitalisation. Il n'y aurait dès lors pas non plus de rente, dans le sens du moins de notre définition.

Transfert de la rente

Le second moment du cycle d'apparition de la rente est le transfert. On vient de voir que la rente ne peut être vue comme une compensation. Cela n'implique pas qu'elle ne puisse rester là où elle surgit. Ce lieu n'est généralement pas le lieu de déprédation, nous l'avons vu. Une exploitation intensive de la terre peut avoir des conséquences néfastes sur des régions, voire des pays voisins. De même, des phénomènes de pollution, comme des marées noires par exemple, affectent des pays non pétroliers. En ce qui concerne la rente pétrolière, les estimations sont relativement aisées à établir puisqu'une bonne partie des recettes viennent de l'extérieur. De plus, et c'est le cas en Algérie comme au Mexique, il s'agit d'un secteur contrôlé par l'Etat, les transferts par la fiscalité sont donc plus visibles[7]. Il en va différemment pour la rente agricole, surtout s'il s'agit de produits non exportés. Les évaluations sont alors souvent très grossières (Sloughi, 1975; Addi, 1982; Margulis, 1979).

Le problème du transfert intersectoriel est cependant relativement secondaire dans l'étude du cycle de constitution de la contre-valeur. La question plus fondamentale est de savoir si cette contre-valeur entre ou non dans un circuit du système de production de biens indéfiniment multipliables. Que ce soit ou non sur son site de surgissement. Dans la mesure où la rente est produite par un mouvement de reproduction/décapitalisation, la réponse à cette question n'est pas simple.

La réponse traditionnelle consiste à distinguer la couche des propriétaires fonciers auxquels revient la rente et la couche des capitalistes préoccupés d'assurer les conditions de reproduction[8]. Chez Marx, la catégorie de rente absolue correspond partiellement à cette distinction (Marx, 1894)[9]. Selon Lénine (1903), la rente absolue est supposée disparaître lorsque l'ensemble des terres est nationalisé. Dans l'analyse courante, le propriétaire foncier est présumé soit consommer la rente de façon

somptuaire, soit l'investir dans des activités spéculatives. La rente n'est pas censée entrer dans les circuits du système productif.

Cette réponse n'est pas négligeable. Au niveau pétrolier, elle rend grossièrement compte des différences entre d'une part l'Algérie, le Mexique et des pays comme l'Iran et l'Irak et d'autre part les pays du Golfe (Vieille, 1984; Chatelus, 1976). Au niveau agricole, elle rend compte du fonctionnement de certains secteurs, par exemple le café au Mexique (Beaucage, Montejo, 1984), ou même de pays entiers où ces secteurs sont dominants.

L'analyse marxiste classique a déjà relevé les limites de cette réponse dans le cas où les propriétaires fonciers se transforment en capitalistes - le schéma de la voie prussienne. Or, le développement agricole du Nord et de certaines régions du Sud du Mexique correspond à cette voie (Gutelman, 1981). Cette réponse traditionnelle n'est pas non plus valable dès lors que l'Etat joue un rôle majeur, ce qui est le cas pour l'agriculture en Algérie (Bedrani, 1981). Au Mexique, l'extension des terres résulte aussi en grande partie de l'intervention de l'Etat, sans compter son rôle dans la distribution des terres (Stavenhagen et al., 1968). C'est encore plus évident dans le secteur pétrolier lorsque l'Etat semble se substituer aux capitalistes pour allouer la rente aux programmes d'investissements économiques ou sociaux. Ce qui est le cas aussi bien en Algérie qu'au Mexique (Humbert, 1981; Eftekhari, 1984).

Cette réponse traditionnelle néglige encore un autre phénomène peut-être plus important: les formes de mobilisation de la population telles qu'elles s'expriment dans les mouvements révolutionnaires qu'ont connus les deux pays que nous étudions mais aussi dans la forme que revêt l'exode rural (Charnay, 1979). Elles placent la population dans une distribution spatiale donnée en même temps qu'elles déterminent leur disposition au travail agricole et la solvabilité politique de leur demande sociale. Sans revenir ici sur l'histoire de ces phénomènes (Nouschi, 1962)[10] - histoire faite en Algérie de déplacements de population pendant la guerre et de regroupements dans des villes moyennes, histoire faite au Mexique d'une réinsertion agricole (précaire?) mais aussi d'une concentration dans des mégalopoles (voir 1e partie, chapitre 3 et 3e partie, chapitre 1) -, relevons que ce sont ces forces qui déterminent, à travers les rapports globaux entre villes et campagnes, la configuration des groupes sociaux que l'on appelle "propriétaires fonciers" et "capitalistes". Ces configurations ne peuvent être déduites d'une *logique* de modes de production comme si elles préexistaient à la structuration de l'Etat. Cela reviendrait à postuler l'existence de classes dans une analyse qui prétend précisément étudier leur formation historique, et en particulier celle du prolétariat.

La configuration de ces groupes ou la relation entre eux sont généralement approchées dans l'étude du système de prix, du cours de la monnaie et de la fiscalité. Il s'agit de repartir des éléments dont nous

disposons déjà sur la constitution de la contre-valeur pour examiner comment le transfert en est un moment. Le contrôle des prix des produits de première nécessité est sans doute le dispositif majeur pour maintenir un équilibre entre la disposition au travail agricole et la solvabilité politique de la demande sociale. Il s'agit à la fois de garantir des prix d'achat aux producteurs agricoles (en particulier aux petits producteurs) et d'assurer des biens de subsistance bon marché au moins dans certains lieux déterminés. Transfert de la rente aux petits producteurs et à certaines populations urbaines. Souvent, cela signifie *de facto* transférer une partie de la rente aux grands propriétaires fonciers qui parviennent le plus souvent à détourner la garantie des prix aux petits producteurs à leur avantage (Beaucage, Montejo, 1984). Par ailleurs, cela revient à transférer la rente aux employeurs qui trouvent une main-d'oeuvre bon marché et à leur assurer, à défaut d'un profit que leur capacité de compétitivité ne leur permet souvent pas d'obtenir, une fraction de la rente (Margulis, 1979). Dans les deux cas, le transfert de la rente est encadré par les forces de mobilisation de la population, de la communauté rurale au milieu urbain.

Ce schéma correspond grossièrement à la situation mexicaine. Il ne vaut pas pour l'Algérie où les organisations étatiques de commercialisation se sont substituées aux grands propriétaires dans le prélèvement de la rente mais elles l'ont fait en dehors des réseaux communautaires qui engagent le petit producteur à produire malgré tout (de Villers, 1978). De ce point de vue, le système de prix n'exprime aucunement un équilibre entre disposition au travail agricole et solvabilité politique de la demande sociale. Les forces de mobilisation sociale se sont manifestées dans une autre équation: une importante distribution d'emplois, en particulier dans la construction, correspondant à la fixation de la population dans des villes moyennes et leur hinterland (Brulé, Mutin, 1982). Ces créations d'emplois à productivité décroissante ne pouvaient être assurées qu'à travers la fiscalité pétrolière et l'importation massive de produits alimentaires. La forme prise par cette mobilisation de la population est repérable dans l'écart énorme entre population rurale (60% en 1977) et population agricole (30% à la même date). Au Mexique, cet écart est insignifiant. Cette forme dessine la configuration de deux groupes dominants: les technocrates des grandes sociétés nationales et les bureaucrates des appareils d'Etat locaux et centraux qui marginalisent aussi bien les propriétaires fonciers que les capitalistes[11].

La surévaluation de la monnaie est un autre facteur de transfert de la rente. En Algérie, elle est partiellement tributaire du cours du dollar américain; au Mexique, variable selon les périodes, elle dépend plus de facteurs internes. La surévaluation du dinar algérien va avoir pour effet de décourager les transferts de devises des émigrants (Garson, Tapinos, 1981: 38; Talha, 1983: 400-401) et de faire disparaître la forme sous laquelle était transférée la rente agricole antérieurement, même si, depuis 1982, les émigrants en visite au pays sont tenus de changer à l'entrée une "allocation de séjour". L'importance de ces changements doit être évaluée à la lumière

du rôle stratégique joué par l'émigration dans la lutte de libération nationale dès son déclenchement (Haroun, 1986) ainsi que du rôle qui lui est attribué ("le prolétariat algérien en France") mais qui n'a jamais été matérialisé dans la construction du travailleur collectif (Talha, 1983).

Au Mexique, la surévaluation du peso a permis d'accorder une subvention déguisée pour l'achat de biens d'équipements à des entreprises souvent peu rentables (Cabrera, 1983). Elle a aussi permis de faire apparaître des surprofits dans les secteurs les plus productifs, notamment dans les secteurs contrôlés par les multinationales (Cabrera, 1986). C'est sur cette base qu'avec l'extension de l'industrie s'est développé un noyau de société salariale. Une catégorie de travailleurs devient un débouché pour les produits manufacturés de plus en plus massivement fabriqués. Le Mexique prend l'allure d'une société fordisée. Pourtant, le noyau est trop faible pour avoir, au niveau du collectif des travailleurs, sa propre dynamique d'élargissement - même si c'est lui qui est supposé attirer les emprunts internationaux (Corten, 1986, b). D'une part, tant dans les campagnes que dans les villes, les mobilisations sociales qui se manifestent par l'exode rural et la massification de l'instruction ont des expressions sociales propres, irréductibles à cette dynamique. La réponse à cette demande sociale prend la forme, on l'a vu, de subventions aux produits de première nécessité et aux producteurs agricoles. Elle s'impose comme un impératif de plus en plus urgent puisque les subventions et transferts à l'économie atteignent 31% du budget de l'Etat fédéral en 1982. D'autre part, les capitaux momentanément engagés dans un schéma d'accumulation productive s'évadent vers des secteurs spéculatifs (Cabrera, 1983-84). Ce phénomène va s'accentuer avec la rente pétrolière, marginalisant le noyau de société salariale par rapport à des couches moyennes qui effectuent de plus en plus leurs dépenses à l'extérieur. Nous touchons ici à un troisième moment du cycle: celui de la rétention de la rente.

Rétention de la rente

La rétention de la rente est un moment du cycle, de la constitution de la contre-valeur. Ce moment est tributaire des autres. Il n'y a pas de rétention sans surgissement. Il faudrait néanmoins se garder de prendre cette évidence de façon mécanique. La rétention est intimement liée aux canaux d'encadrement du transfert. Plus les canaux sont cohérents, plus grandes sont les possibilités de rétention. Elle est pourtant un moment distinct. Marquée par le discours de la prétention sociale à la compensation (Bedjaoui, 1979) - prétention sociale, car la déprédation n'a pas de frontières - qui pose un droit naturel à la contre-valeur - prétention à la rétention dans laquelle se forge précisément un extérieur -, la rétention constitue la société par rapport à l'extérieur. Les profonds mouvements de libération nationale composent ses conditions de production. Mouvements qui s'organisent autour d'un

discours: structurer la société par rapport à l'extérieur. Phénomènes nationalitaires plus que nationaux, ils façonnent le cadre dans lequel les mouvements de mobilisation sont placés devant le fait accompli de définir un territoire à l'intérieur duquel les différences, notamment nationales mais aussi sociales, sont, autant que faire se peut, niées. Le caractère nationaliste n'est pas premier.

Le cas du Mexique est éclairant à cet égard. Le caractère nationaliste n'y apparaît que plusieurs années après la révolution, avec Cardenas, c'est-à-dire avec la construction de l'Etat mexicain moderne. De manière plus générale, les révolutions nationalistes du tiers monde ne constituent pas une première étape de révolutions sociales. Mais plutôt leur confiscation (Benkheira, 1985, a). Lorsque révolution sociale il y a, elle ne se déroule pas dans le sens de la lutte d'une classe contre une autre. Mais, dans la prolifération des bandes armées, telle qu'on l'observe dans la révolution mexicaine et plus encore au début de la lutte de libération nationale algérienne, s'affirme une autovalorisation dans la mobilité, un nouveau rapport de la communauté à son milieu éco-social. La revendication étatique de la rente, la revendication de la rente que l'Etat formule face à l'extérieur en posant la contre-valeur en fait quelque chose de séparé des communautés en mobilisation. En première approximation, on dira donc que la rente établit la base du principe de loyauté des masses à l'égard de l'Etat en même temps qu'elle lui offre le pouvoir de fixer les populations sur un territoire. Que ce soit dans des programmes de réforme agraire ou dans des politiques de regroupement de population sur des sites urbains. La rétention de la rente, processus dans lequel l'Etat se constitue, redistribue la population par rapport à un territoire, l'établit dans un rapport d'étrangeté vis-à-vis d'elle-même. C'est là un aspect de la prolétarisation que nous approfondirons dans la troisième partie.

Avec la rétention de la rente, la contre-valeur se pose face aux communautés en mobilisation comme facteur extérieur et qui les domine. Cette extériorité, qui constitue pleinement la contre-valeur, conditionne les rapports de forces internationaux entre Etats. Elle est le facteur permettant de situer les Etats dans un ordre qui n'est pas seulement hiérarchique. L'extériorité par rapport aux communautés rend possible la réunion d'Etats de cultures et de régions totalement différentes qui font face à un extérieur défini collectivement. Alors que jusque dans les années 60, les pays du Sud s'étaient associés à travers des mouvements à teneur idéologique sensible aux histoires communes, certains se présentent aujourd'hui en un cartel d'Etats face à un capital transnational. Ce cartel (Sid Ahmed, 1979) fournit la base à la fracture qui oppose les pays du Sud aux pays du Nord. Cette fracture n'implique aucunement que tous les pays intègrent le cartel ni qu'il y ait une quelconque homogénéisation des pays du tiers monde. Ce cartel oblige toutefois à penser l'homologie de situation de certains pays de régions diverses et la réorganisation des rapports internationaux. Analyser cette nouvelle configuration en termes de *rente de monopole,* comme le proposent

de nombreuses études sur la rente pétrolière (Chevalier, 1983, 1985), n'est pas faux. Cette analyse n'a cependant d'intérêt explicatif que dans la mesure où elle parvient à déterminer les bases de ces positions de monopole. Ce que nous avons tenté de faire jusqu'à présent. Nous poursuivons maintenant en établissant le rapport entre rente et travail.

Notes

[1] Cet exemple montre que l'argumentation, par ailleurs éclairante, de Werrebrouck (1979) souffre certaines limitations.

[2] La valeur de la production agricole totale augmente annuellement de respectivement 6.2, 6.2 et 4.7% durant les décennies 40, 50 et 60. L'accroissement se ralentit durant la dernière décennie: il est de 2.7%. La production de maïs est peut-être plus significative puisqu'elle relève surtout de petits propriétaires. L'augmentation annuelle est de 3.6, 5.7, 5.1 et 3.4%, une partie croissante est néanmoins destinée à la consommation animale (Barkin, Suárez, 1982: 59). Notons que si cet accroissement est souvent mis entre parenthèses pour montrer la paupérisation des campagnes, il n'est pas pour autant méconnu, voir par exemple Stavenhagen et al., 1968: 78, 87, 91, etc. Y est montré cependant une baisse du taux d'accroissement de la productivité de 3.4 à 2 et à 1.7% durant les années 40, 50 et 1960-67. Pour la période récente, voir Rivas Espejo (1985) et Musalem López (1985).

[3] En Algérie, prenons la production de céréales. Durant les années 1969/70, 1970/71, 1971/72, elle était en moyenne de 20 millions de quintaux. Elle était restée au même niveau en 1974-75-76 et a légèrement baissé durant les trois années suivantes (18.5 millions). Le secteur "autogéré" a stagné à 7 millions. Le secteur de la révolution agraire (mise en oeuvre à partir de 1972) produit 2.5 millions en 1974-75-76 et un peu moins en 1977-78-79 (2.3 millions). Le secteur privé produisait donc respectivement 13, 11 et 9 millions aux différentes dates (*Annuaire Statistique de l'Algérie*, 1981: 180).

[4] Le Système Alimentaire Mexicain (SAM), stratégie d'autosuffisance mis en oeuvre de 1980 à 1982 par le Président López Portillo a été suspendu par son successeur sans qu'on ne puisse faire un bilan très clair de ses limites (Lerin, Tubiana, 1983).

[5] La découverte de nouveaux gisements pétroliers faite en 1972 est annoncée en 1974. Dès 1978, les deux tiers du pétrole mexicain sont extraits du Chiapas à la frontière du Tabasco. A partir de 1981, le golfe de Campeche devient à son tour un périmètre très important (Corten, 1986, d). C'est à partir de 1977 que le Mexique exporte (à nouveau) du pétrole. Le volume doublant d'année en année, en 1980, il a décuplé par rapport à 1977. C'est en 1980 que le prix du pétrole atteint son sommet: 43.8 $ le baril (dollar réel de 1985). En 1984, il a perdu le tiers de son prix, en juillet 1986, plus des trois quarts (Instituto Nacional de Estadística Geografía e Informática/Pemex, 1983).

[6] La dette publique extérieure, évaluée à 3.2 milliards de dollars en 1970, est passée à 19.6 milliards en 1976. En 1980, elle est de 34.7; en 1983 de 66.7 (Banco de México, cité par Cabrera, 1984: 140). Pour une série complète 1970-79, voir

Padilla Aragón, 1981: 35. Pour l'analyse des emprunts en termes de rente, voir Corten, 1986, b. Voir aussi Lipietz, 1985.

[7] En Algérie, la fiscalité pétrolière représente depuis 1974 environ 60% des recettes de l'Etat. En 1974 même, elle s'est élevée à 13.4 milliards de dinars, soit 62.6% des recettes fiscales. C'est en 1981, alors que le prix du brut est à son sommet, que cette part est la plus grande (66.4%, soit 50.9 milliards de dinars) (*Annuaire Statistique de l'Algérie*, plusieurs années). Au Mexique, la part de la fiscalité pétrolière dans les recettes n'a cessé d'augmenter. Elle est passée de 5.4 milliards en 1974 (6% des recettes) à 28.9 milliards en 1977 (13.2%), 180 miliards en 1980 (27.6%) et 253 milliards en 1981 (28.6%) (*La Industria Petrolera en México*, 1983: 18).

[8] Voir Rey, 1973. Pour une analyse concrète critique appliquée au Soisonnais, voir Postel-Vinay, 1974. Pour le cas argentin, voir Flichman, 1977, qui démontre que la classe des propriétaires fonciers n'a pas tendance à perdre son importance sociale par rapport à la bourgeoisie industrielle, commerciale et financière; les propriétaires fonciers sont eux-mêmes, dit-il, fils du capitalisme comme système mondial (1977: 78).

[9] On en trouve de nombreuses interprétations. Voir Rey, 1973; Gutelman, 1974; Caballero, 1975; Angelier, 1976; Margulis, 1979.

[10] Pour le Mexique, nous renvoyons à la bibliographie citée par Luisa Paré (1977).

[11] Voir à ce sujet la thèse de la crise du système productif algérien comme résultat de l'incapacité du premier groupe de nouer une alliance hégémonique dans Thiery, s.d..